

KPMG S.A. 7 boulevard Albert Einstein BP 41125 44311 NANTES Cedex 3 France

mazars

MAZARS
Tour Exaltis
61 Rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Manutan International S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2020

Manutan International S.A.

Avenue du 21ème Siècle 95500 Gonesse

Ce rapport contient 47 pages

Référence: FN-211-01



KPMG S.A. 7 boulevard Albert Einstein BP 41125 44311 NANTES Cedex 3 France



MAZARS
Tour Exaltis
61 Rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Manutan International S.A.

Siège social : Avenue du 21ème Siècle 95500 Gonesse

Capital social : €.15 226 582

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2020

A l'attention de l'Assemblée Générale de la société Manutan International S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Manutan International S.A. relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les changements de méthode comptable relatifs la





Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 28 janvier 2021

première application de la norme IFRS16 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » à compter du 1er octobre 2019.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la valeur recouvrable des goodwill

Risque identifié

Au 30 septembre 2020, la valeur nette des goodwill s'élève à 165,6 millions d'euros dans les états financiers consolidés du groupe (soit 22,7% du total de l'actif).

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs goodwill. Ils correspondent à l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs acquis et ont été alloués aux unités génératrices de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées.

Le Management s'assure, au moyen de tests de dépréciation annuels, que la valeur nette comptable de ces goodwill n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable.

Comme indiqué dans la note 7.4 aux états financiers consolidés, la valeur recouvrable est calculée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle peut être rattaché le goodwill. Au sein du groupe Manutan, les cinq zones opérationnelles sont autant d'UGT dès lors que des synergies existent entre ces entités opérant sur un même marché géographique et utilisant des moyens d'exploitation communs, avec une direction opérationnelle unique. Toutefois dans certains cas, l'UGT pourra être constituée d'une entité juridique opérationnelle seule.

La valeur d'utilité des UGT est calculée par la méthode d'actualisation des flux de trésorerie opérationnels prévisionnels après impôt et après investissements de renouvellement, tels qu'ils ressortent des plans d'affaires établis par chaque UGT et validés par le management du Groupe dans le cadre de son pilotage opérationnel.





Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 28 janvier 2021

Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles des goodwill ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier dans lequel l'activité opère, est de nature à affecter de manière sensible la valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul

Comme indiqué dans la note 8.1, compte tenu des incertitudes liées au Covid-19, le Groupe a ajusté sa méthodologie de valorisation de ses Goodwill en adoptant notamment une approche dite « multi-scénarios pondérés ». Ces différents scénarios s'appuient sur des business plans revus par le Management et sont basés sur différentes évolutions de la pandémie et de ses conséquences potentielles sur l'activité du Groupe. Ces estimations ont été effectuées sur la base des informations disponibles les plus récentes en tenant compte notamment des incertitudes liées au contexte de la pandémie de Covid-19. Pour chaque scénario, une probabilité a été allouée sur la base de ces informations.

La détermination de la valeur recouvrable des goodwill repose très largement sur le jugement du Management, s'agissant notamment du taux de croissance des revenus à l'infini, des taux de marge brut retenus pour les projections de flux de trésorerie et du taux d'actualisation qui leur est appliqué, tels que présentés dans la note 8.1 aux états financiers consolidés. Nous avons donc considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des goodwill comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill et avons notamment :

- analysé la conformité avec les principes comptables en vigueur et la pertinence de la méthodologie appliquée par le Groupe ;
- apprécié, dans le contexte particulier de la pandémie de Covid-19, la cohérence des hypothèses de détermination des flux de trésorerie futurs selon l'approche multiscenarios pondérés retenue cette année par le Groupe, en lien avec les réalisations passées et notre connaissance des activités confortée par des entretiens avec la direction;
- analysé avec l'aide de nos spécialistes en évaluation les hypothèses retenues par la direction dans le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie et du taux de croissance à l'infini :
- étudié les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable des goodwill effectuées par le Management et réalisé nos propres analyses de sensibilité sur les hypothèses clés.

Enfin, nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données dans les notes 7.4 et 8.1 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.



Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 28 janvier 2021

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Manutan International S.A. par l'Assemblée Générale du 4 mars 2004 pour KPMG Audit, Département de KPMG S.A. et du 14 mars 2003 pour le cabinet MAZARS.

Au 30 septembre 2020, le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. était dans la 17ème année de sa mission sans interruption et le cabinet MAZARS dans la 18ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent





Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 28 janvier 2021

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision





Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 28 janvier 2021

et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 28 janvier 2021

Courbevoie, le 28 janvier 2021

KPMG S.A.

MAZARS

Franck Noël Associé Anne Veaute Associée



Groupe MANUTAN ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 30 septembre 2020

Sommaire

1.		té présentant les états financiers8	
2.		aration de conformité8	
3.		de préparation8	
4.		ours à des estimations et aux jugements10	
5.		s caractéristiques de l'exercice10	
6.		roupe Manutan : périmètre de consolidation10	
7	Prin	cipales méthodes comptables11	11
100	1.	Regroupement d'entreprises	11
		Date de clôture	
		Conversion des états financiers et des opérations en devises	
08.15		Goodwill	
		Autres Immobilisations incorporelles	
		Immobilisations corporelles	12
	.7.	Droits d'utilisation	
	.8.	Immobilier de placement	13
		Créances clients et autres créances	
	.10.	Stocks	
	.11.	Instruments financiers dérivés	
	.12.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
	.13.	Actifs et passifs détenus en vue de la vente	14
	.14.	Options de souscription ou d'achats d'actions	14
	.15.	Avantages du personnel	14
	.16.	Chiffre d'affaires	
7	.17.	Retours de marchandises	
	.18.	Dépenses de promotion	15
7	.19.	Autres produits et charges opérationnels	15
7	.20.	Produits et charges financiers	
	.21.	Impôts	15
	.22.	Résultat comptable par action	16
7			16
8.	Note	es aux états financiers consolidés17	
Ana	alyse	des principaux postes du bilan17	
		Goodwill	
8	.2.	Immobilisations	
8	.3.	Droits d'utilisation	20
	.4.	Immeubles de placement	20
8	.5.	Actifs financiers non courants	20
8	.6.	Valeurs d'exploitation	21
8	.7.	Autres créances et comptes de régularisation	21
8	.8.	Juste valeur des instruments financiers et des autres actifs financiers	21
8	.9.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	22
8	.10.	Actifs détenus en vue de la vente	23
8	.11.	Variation des capitaux propres du Groupe	23
8	.12.	Passifs financiers	24
8	.13.	Juste valeur des instruments financiers et autres passifs	
8	.14.	Les avantages du personnel	25
	.15.	Provisions pour autres passifs	26
8	.16.	Autres dettes et comptes de régularisation	26
		des principaux postes du compte de résultat	
	.17.	Charges administratives et commerciales	27
8	.18.	Frais de personnel	27

8.19.	Autres produits et charges opérationnels	29
8.20.	Produits et charges financiers	29
8.21.	Impôts sur les sociétés	30
8.22.	Résultat par action	31
8.23.	Tableau de financement	31
8.24.	Informations sectorielles	32
8.25.	Objectif et politiques de gestion des risques financiers	36
8.26.	Parties liées	
8.27.	Entités ad-hoc	39
9. Soc	siétés formant le périmètre de consolidation au 30 septembre 202039	
10. Evé	nements postérieurs à la clôture40	
11. Réc	capitulatif des obligations et engagements40	
	oraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux40	

ACTIF 165 560	Compilliant discuss	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Scoodwill	En milliers d'euros		10	
100 101 102 103	ACIIF			
Autres immobilisations incorporelles 31 900 31 388 31 70 Immobilisations corporelles 75 591 116 211 102 32 Probits d'utilisation* 70 580 116 211 102 32 formeubles de placement 450 534 60 formeubles de placement 450 534 60 Actifs finingots faminaries non courants 2 989 3 074 1 58 Actifs d'implòs cirifféés 6 968 5 403 4 93 ACTIFS NON COURANTS 354 038 326 355 284 62 Scocks 90 646 73 210 67 55 Créances clients 182 866 186 213 198 83 Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'impôts courants 3 104 701 1 18 Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'impôts courants 3 75 195 363 516 347 04 Actifs détenus en vue de la vente 0 73 2 Créance d'impôts courants <td>Soodwill Soodwill</td> <td>165 560</td> <td>169 745</td> <td>143 46:</td>	Soodwill Soodwill	165 560	169 745	143 46:
Immobilisations corporelles				
### Passifs d'utilisation* 70 580				
Minimetables de placement			110 211	102 02.
Actifs financies non courants 2 989 3 074 1 58 Actifs financies non courants 2 989 3 074 1 58 Actifs financies non courants 6 968 5 403 4 93 ACTIFS NON COURANTS 354 038 326 355 284 62 Stocks 90 646 73 210 67 55 Créances clients 182 866 186 213 198 83 Latter créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'Impôts courants 3 104 701 1 18 Trésorare et équivalents de trésoreire 90 235 9 4 749 72 23 ACITIS COURANTS 375 195 363 516 347 04 PASSIFS Capital Social 15 227			534	607
Actifs d'impôts différés 6 968 5 403 4 93 ACTIFS NON COURANTS 354 038 226 355 284 62 Stocks 90 646 73 210 67 55 Créances clients 122 866 186 213 198 83 Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'impôts courants 3 104 701 1 18 Trèsorence et dequivalents de trésorente 90 235 94 749 72 23 Actifs détenus en vue de la vente 0 73 ACTIFS COURANTS 375 195 363 516 347 04 TOTAL ACTIF 729 233 689 871 631 67 PASSIFS Capital Social 15 227 15 227 15 227 15 227 Primes d'émission 5 796 5 796 5 796 Réserves consolidées 423 307 396 348 369 02 Réserves consolidées 423 307 396 348 369 02 Réserves consolidées 433 307 396 348 369 02 Résultat cnosolidé 37 31 175 42 266 41 18 CAPITALIX PROPRES DU GROUPE 481 504 459 630 431 23 Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 3 482 1 697 2 36 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 9 625 Pouvisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 9 625 Passifs financiers courants 9 625 Passifs financiers courants 9 76 641 102 827 9 19 94 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	200 () () () () () () () () () (
ACTIFS NON COURANTS \$354 038 \$36 035 \$284 62 Créances dients \$182 866 \$182 213 \$198 83 Autres créances et comptes de régularisation \$8 344 8 569 \$7 24 Créance d'Impôts courants \$3 104 \$701 \$1 18 \$165 079 \$2 235 \$4 700 \$4 72 23 \$4 700 \$4 701 \$4 18 \$5 796 \$5 796 \$6 796 \$7 24 \$5 796 \$7 29 \$5 98 871 \$6 36 186 213 \$1 188 83 \$4 17 20 \$4 17 20 \$4 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18				
Scocks 90 646 73 210 67 55 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50				
Créances clients 182 866 186 213 198 83 Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'Impôts courants 3 104 701 1 18 Trésorerie et équivalents de trésorerie 90 235 94 749 72 23 Actifs détenus en vue de la vente 0 73	ACTIFS NON COURANTS	354 038	326 355	284 624
Créances dients 182 866 186 213 198 83 Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'Impôts courants 3 104 701 1 18 Trésorerie et équivalents de trésorerie 90 235 94 749 72 23 Actifs détenus en vue de la vente 0 73 ACTIFS COURANTS 375 195 363 516 347 04 TOTAL ACTIF PASSIFS Capital Social 15 227 15 22	Charles	90 646	73 210	67.55
Autres créances et comptes de régularisation 8 344 8 569 7 24 Créance d'Impôts courants 3 104 701 1 18 Trésorerie et équivalents de trésorerie 90 235 94 749 72 23 Actifs détenus en vue de la vente 0 73 73 75 195 363 516 347 04 701 1 18 70 701 701 701 701 701 701 701 701 701				
Créance d'Impôts courants 3 104 701 1 18 Trésorerie et équivalents de trésorerie 90 235 94 749 72 23 ACITÉS COURANTS 375 195 363 516 347 04 TOTAL ACTIF 729 233 689 871 631 67 PASSIFS Capital Social 15 227 14 122 47 220 47 22 <				
Trésorerie et équivalents de trésorerie 90 235 94 749 72 23 Actifs détenus en vue de la vente 0 73 73 75 195 363 516 347 04 75 75 195 363 516 347 04 75 195 363 516 347 04 75 195 363 516 347 04 75 195 363 516 347 04 75 195 363 516 347 04 75 195 363 516 347 04 75 195 195 195 195 195 195 195 195 195 19				
Actifs détenus en vue de la vente 0 73 ACTIFS COURANTS 375 195 363 516 347 04 TOTAL ACTIF 729 233 689 871 631 67 PASSIFS Capital Social 15 227 15 227 15 227 15 227 15 227 Primes d'émission 5 796 5 796 5 796 5 796 6 796 5 796 6 796 7 796 6 796 6 796 6 796 6 796 7 796 7 797 6 797 6 797 7 797 6 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 797 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7	The Control of the Co			
ACTIFS COURANTS 375 195 363 516 347 047 TOTAL ACTIF 729 233 689 871 631 67 PASSIFS Capital Social 15 227 15 227 15 227 15 227 Primes d'émission 5 796 5 796 5 79 Réserves consolidées 423 307 396 348 369 02 Résultat consolidé 37 175 42 260 41 18 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE 481 504 459 630 431 23 Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES 481 655 459 779 431 36 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Eettes locatives non courants 7 950 6 018 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 92 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10				
TOTAL ACTIF 729 233 689 871 631 67 PASSIFS Capital Social 15 227 15 22 27 15 227 15 227 15 227 15 227 15 227 15 227 15 227 15 227 15 22 30 20 2 200 36 41 18 15 227 15 227 15 227 15 22 30 689 871 879 15 227 127 127 127 127 127 127 127 127 127				247.046
PASSIFS Capital Social 15 227 15 22 26 5 797 5 22 2 200 32 20 32 20 32 20 32 20 32 20 32 27 577 2 30 092 200 32 20				
Capital Social 15 227 1	TOTAL ACTIF	729 233	689 871	631 67
Passifs financiers non courants Passifs financiers non courants Passifs financiers non courants Povisions pour avantages du personnel Passifs financiers courants Passifs financiers on courants Passifs financiers on courants Passifs différés Passifs of myöts différés Passifs financiers on courants Passifs of myöts différés Passifs financiers on courants Passifs of myöts différés Passifs financiers on courants Passifs of myöts différés Passifs non courants Passifs of myöts différés Passifs non courants Passifs of myöts différés Passifs financiers courants Passifs financie	PASSIFS			
Parsifs financiers non courants Passifs financiers non courants Passifs d'impôts différés Passifs financiers courants Passifs financiers non courants Dettes locatives non courants Passifs financiers non courants Dettes locatives non courants Passifs financiers non courants Dettes locatives non courants Passifs d'impôts différés Passifs financiers Passifs financiers courants Passifs financiers non courants Passifs financiers non courants Passifs financiers non courants Passifs financiers c		15 227	15 227	15 22
Réserves consolidées 423 307 396 348 369 02 Résultat consolidé 37 175 42 260 41 18 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE 481 504 459 630 431 23 Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES 481 655 459 779 431 36 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 03 Dettes locatives non courants 44 122 47 620 33 03 Dettes locatives non courantes* 20 678 Provisions pour avantages du personnel 7 950 6 018 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes fournisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants 10 37 2 504 4 55 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30 details and the control of the control	compare the continuous means and a continuous to the continuous to			
Résultat consolidé 37 175 42 260 41 18 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE 481 504 459 630 431 23 Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES 481 655 459 779 431 36 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Dettes locatives non courantes* 20 678 79 60 18 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 9 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30				
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE 481 504 459 630 431 23 Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES 481 655 459 779 431 36 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Dettes locatives non courantes* 20 678 20 678 Provisions pour avantages du personnel 7 950 6 018 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 1 2 487 17 794 14 96 Passifs founciers courantes* 9 625 9625 97 </td <td>Section 1 and 1 an</td> <td></td> <td></td> <td></td>	Section 1 and 1 an			
Participations ne donnant pas le contrôle 151 149 13 TOTAL CAPITAUX PROPRES 481 655 459 779 431 36 Passifs financiers non courants 44 122 47 620 33 03 Dettes locatives non courantes* 20 678 Provisions pour avantages du personnel 7 950 6 018 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 10 37 2 504 4 55 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30				
Passifs financiers non courants Passifs financiers non courants Provisions pour avantages du personnel Passifs d'impôts différés Provisions pour autres passifs Provisions pour autres pa		5.400		
Passifs financiers non courants	Participations ne donnant pas le contrôle	151	-009/2000 \$P-0	
Dettes locatives non courantes* Provisions pour avantages du personnel Passifs d'impôts différés Provisions pour avantages du personnel Passifs d'impôts différés Provisions pour autres passifs Provisions pour autres pa	TOTAL CAPITAUX PROPRES	481 655	459 779	431 36
Dettes locatives non courantes* Provisions pour avantages du personnel Passifs d'impôts différés Provisions pour avantages du personnel Passifs d'impôts différés Provisions pour autres passifs Provisions pour autres passifs Provisions pour autres passifs Provisions pour autres passifs Passifs financiers courants Provisions pour autres passifs Passifs financiers courants Pettes locatives courants Pettes locatives courantes* Pettes foumisseurs Passifs foundisseurs Provisions pour autres passifs Passifs financiers courants Passifs financiers couran	Develop Grand and an appropriate	44 122	47 620	33 03
Provisions pour avantages du personnel 7 950 6 018 3 91 Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30			.,	
Passifs d'impôts différés 9 730 9 982 10 77 PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30			6.018	3 91
PASSIFS NON COURANTS 82 479 63 619 47 72 Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30				
Provisions pour autres passifs 3 482 1 697 2 36 Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30				47 72
Passifs financiers courants 12 487 17 794 14 96 Dettes locatives courantes* 9 625 Dettes foumisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30		12 The 12		
Dettes locatives courantes* Dettes foumisseurs Passifs finalities courantes* 9 625 Dettes foumisseurs Autres dettes et comptes de régularisation 102 827 102 827 102 827 103 827 1037	Provisions pour autres passifs	3 482	1 697	2 36
Dettes fournisseurs 97 641 102 827 91 96 Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	Passifs financiers courants	12 487	17 794	14 96
Autres dettes et comptes de régularisation 40 826 41 651 38 76 Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	Dettes locatives courantes*	9 625		
Impôts courants dus 1 037 2 504 4 53 PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	Dettes fournisseurs	97 641	102 827	91 96
PASSIFS COURANTS 165 098 166 473 152 58 TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	Autres dettes et comptes de régularisation	40 826	41 651	38 76
TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES 247 577 230 092 200 30	Impôts courants dus	1 037	2 504	4 53
TO 100 CAP 21 ADA 1 NOT NEED	PASSIFS COURANTS	165 098	166 473	152 58
TOTAL DACCTE 720 222 690 971 621 67	TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES	247 577	230 092	200 30
TOTAL DARKET THE SET WAS A SET OF THE SET OF		700 000	600.074	621 67

^{*}Première application d'IFRS16, voir note 3.1 Norme IFRS 16 « Contrats de location ».

ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 SEPTEMBRE 2020

En milliers d'euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Chiffre d'affaires (HT)	8.24	779 705	773 885	741 283
Coût des ventes		-494 302	-482 774	-462 335
Marge commerciale		285 403	291 111	278 947
Charges administratives et commerciales	8.17	-227 035	-228 899	-221 621
Résultat Opérationnel Courant	8.24	58 368	62 213	57 327
Autres produits et charges opérationnels	8.19	-2 815	-1 564	-279
Résultat Opérationnel		55 553	60 649	57 048
Produits financiers	8.20	1 788	1 414	1 411
Charges financières	8.20	-3 937	-1 611	-1 757
Résultat Avant Impôts		53 404	60 452	56 701
Impôts sur les sociétés	8.21	-16 189	-18 150	-15 487
Résultat net de l'ensemble consolidé		37 215	42 302	41 214
- Participations ne donnant pas le contrôle		40	42	31
- Résultat part Groupe		37 175	42 260	41 183
Résultat par action, net part du Groupe, hors actions autodétenues				
- de base (en euros)	8.22	4,89	5,56	5,42
- dilué (en euros)	8.22	4,89	5,56	5,42

AUTOFC PURMENTO			CERTEMBRE SOSS
AUTRES ELEMENTS	DU KESULIAI	GLUBAL AU 30	SEPTEMBRE 2020

En milliers d'euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019	31/03/2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		37 215	42 302	41 214
Eléments ne pouvant pas être reclassés en résultat				
Ecarts actuariels sur engagement du personnel		-630	-1 859	23
Paiements en actions et assimilés	8.11			
Impôts sur éléments non reclassables en résultat		163	480	-6
Total éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat		-467	-1 379	17
Eléments pouvant être reclassés en résultat				
Ecarts de conversion	8.11	-2 960	-419	-2 119
Variation nette de juste valeur des instruments financiers *				
Impôts sur éléments reclassables en résultat				
Total éléments pouvant être reclassés en résultat		-2 960	-419	-2 119
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-3 427	-1 798	-2 102
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		33 788	40 504	39 112
Attribuables aux :				
Propriétaires de la Société		33 748	40 462	39 081
Participations ne donnant pas le contrôle		40	42	31

^{*} Variations de juste valeur de la part efficace des instruments.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 SEPTEMBRE 2020

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat	Titres de l'entreprise consolidante	Capitaux propres du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 30/09/2018	15 227	5 796	369 987	41 183	-965	431 230	134	431 365
Résultat :								
- affectation du résultat			41 183	-41 183				
- résultat de l'exercice				42 260		42 260	42	42 302
Dividendes accordés (soit 1,65 Euros par action)			-12 562			-12 562	-27	-12 589
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			-1 798			-1 798		-1 798
Incidence des achats / ventes d'actions autodétenues								
Autres éléments de résultat comptabilisés en capitaux propres			500			500		500
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle								
Au 30/09/2019	15 227	5 796	397 310	42 260	-965	459 630	149	459 779
Résultat :								
- affectation du résultat			42 260	-42 260				
- résultat de l'exercice				37 175		37 175	40	37 215
Dividendes accordés (soit 1,65 Euros par action)			-12 562			-12 562	-38	-12 600
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			-3 427			-3 427		-3 427
Incidence des achats / ventes d'actions autodétenues								
Autres éléments de résultat comptabilisés en capitaux propres			688			688		688
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle								
Au 30/09/2020	15 227	5 796	424 269	37 175	-965	481 504	151	481 655

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2020

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/201
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS A L'OUVERTURE	94 740	72 220	82 14
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Capacité d'autofinancement	61 082	57 235	55 94
Variation du besoin en fonds de roulement	-23 522	20 863	-24 58
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	37 560	78 099	31 35
Dont intérêts versés	-338	-591	-64
Dont décaissement d'impôts sur les sociétés	-21 677	-20 514	-15 55
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-7 595	-5 950	-4 09
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-17 839	-22 289	-15 02
Acquisitions/ Cessions d'immobilisations financières	105	-1 466	-2
Cessions d'immobilisations corporelles	2 153	53	
Incidence des variations de périmètre	0	-31 479	
Variation des dettes/créances sur immobilisations	-677	995	24
FLUX DE TRESORERIE NECESSITES PAR LES INVESTISSEMENTS	-23 855	-60 137	-18 88
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-12 562	-12 562	-12 56
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-38	-27	-3
Remboursement des dettes financières (1)	-9 748	-18 799	-34 37
Remboursement des dettes locatives (2)	-10 389		
Augmentation des dettes financières (3)	15 000	36 000	20 00
Augmentation des prêts	-22	-22	-1
FLUX NETS DE TRESORERIE NECESSITES PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT	-17 759	4 590	-26 98
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DES ACTIFS COURANTS DE GESTION DE TRESORERIE	0	0	5 00
Variation des écarts de conversion	-466	-32	-41
VARIATION DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-4 520	-32	-9 92
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS A LA CLOTURE	90 220	94 740	72 22
TRESORERIE DISPONIBLE DU GROUPE A LA CLOTURE	90 220	94 740	72 22
) Les remboursements des dettes financières concernent principalement le remb			

⁽¹⁾ Les remboursements des dettes financières concernent principalement le remboursement des deux acquisitions par Manutan International (sociétés Papeteries Pichon et Kruizinga) pour 6,6 millions d'euros ainsi que 1,6 millions d'euros en remboursement des échéances du prêt contracté par les Papeteries Pichon pour leurs nouveaux locaux. Les emprunts souscrits par Manutan SA et la SCI dans le cadre de l'extension de son entrepôt de stockage ont été remboursés à hauteur de 1,6 millions d'euros

⁽²⁾ Reclassement du remboursement des dettes de loyers en flux financiers suite à l'application d'IFRS16 (voir note 3.1 Norme IFRS 16 « Contrats de location »).

⁽³⁾ L'augmentation des dettes financières correspond à la ligne de crédit tirée par Manutan International au CIC pour 15 millions d'euros.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. Entité présentant les états financiers

Les présents états financiers, relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, se rapportent aux comptes consolidés du Groupe Manutan. Ils sont présentés par Manutan International, Société Anonyme à Conseil d'Administration, sis ZAC du Parc des Tulipes, Avenue du 21ème siècle à Gonesse, France. L'activité du Groupe consiste en la vente à distance d'équipements et consommables industriels et de bureaux aux entreprises et collectivités locales.

2. Déclaration de conformité

En application du règlement Européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers du Groupe Manutan sont établis conformément à l'ensemble des normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'union Européenne. Il n'y a pas de différences avec le référentiel IASB.

Les états financiers consolidés ont été régulièrement arrêtés par le Conseil d'administration en date du 2 décembre 2020 et n'ont pas appelé de remarque. Ils seront remis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 12 mars 2021.

3. Base de préparation

Les états financiers sont présentés en euros (arrondis au millier d'euros le plus proche), monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe.

Les normes suivantes sont appliquées par le Groupe pour la première fois au 1er octobre 2019:

- IFRS 16 Contrats de location : cette norme a été adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017 et son application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'application d'IFRS 16 au 1er octobre 2019 a conduit à reconnaître au bilan une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation pour la plupart de ces contrats (cf. note 3.1 Norme IFRS « Contrats de location »).
- L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 selon l'IASB n'a pas d'incidence significatives sur les comptes consolidés semestriels du groupe.
- Les améliorations annuelles des IFRS (2018-2019) : applicable pour les exercices ouverts le 1er janvier 2019.

Excepté les nouvelles normes et interprétations présentées ci-dessus, les principes comptables utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés au 30 septembre 2019 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date.

Un certain nombre de nouvelles normes, amendements de normes et interprétations sont entrés en vigueur pour l'exercice ouvert après le 1er janvier 2020. Toutefois, le groupe ne s'attend pas à des impacts matériels liés à l'application des amendements publiés en 2018 et en 2019 par l'IASB.

A noter que ces textes n'ont pas été appliqués de façon anticipée dans les états financiers annuels au 30/09/2020.

3.1 Norme IFRS 16 « Contrats de location ».

La norme IFRS 16 impose de comptabiliser toutes les locations au bilan du preneur, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation et en contrepartie d'une dette financière. Les contrats de locations recensés par le Groupe concernent principalement des immeubles et, en moindre proportion, des véhicules et des équipements divers.

Manutan a choisi la méthode rétrospective simplifiée pour la première application de la norme avec constatation d'un droit d'utilisation égal au montant de la dette locative : les périodes comparatives ne sont donc pas retraitées.

Par conséquent, pour tous les contrats autres que ceux de courte durée ou portant sur des biens de faible valeur, un droit d'utilisation a été constaté à l'actif pour un montant identique à celui de la dette au titre des loyers futurs.

Les montants précédemment comptabilisés dans les états financiers au titre des contrats de location-financement selon IAS 17 ont été maintenus inchangés. Ils ont été reclassés de la rubrique Immobilisations vers la rubrique « Droits d'utilisation ». Ainsi, pour ces contrats de location financement, le Groupe n'a pas modifié les valeurs comptables des actifs et des passifs comptabilisés à la date d'application initiale. Les exigences d'IFRS 16 ont été appliquées à ces contrats de location à compter du 1er octobre 2019.

Par ailleurs, Manutan a appliqué les simplifications suivantes offertes par la norme IFRS 16 en date de transition:

- Les contrats de courte durée (i.e ayant une durée de moins de 12 mois) et ceux arrivant à leur terme entre le 1er octobre 2019 et le 30 septembre 2020 ont été considérés comme des contrats de location de courte durée et n'ont pas été capitalisés.
- Les contrats de location de biens ayant une faible valeur ont été exclus du champ d'application IFRS 16.

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1er octobre 2019 s'élève à 0,83%.

4 Impacts sur le bilan consolidé du Groupe au 01/10/2019 :

	30/09/2019	Impact de la 1 de la norn	01/10/2019	
En milliers d'euros	publié	Reclassement IAS 17	Reconnaissance initiale	Retraité IFRS 16
Immobilisations corporelles	116 211	-56 312		59 899
Droits d'utilisation		56 312	18 253	74 565
Autres créances et comptes de régularisation	8 569		-265	8 304
Passifs financiers non courants	47 620	-8 725		38 895
Dettes locatives non courantes		8 725	13 618	22 343
Passifs financiers courants	17 794	-5 337		12 457
Dettes locatives courantes		5 337	4 376	9 713
Autres dettes et comptes de régularisation	41 651		-6	41 645

Nous noterons également que les impacts IFRS16 sont non significatifs sur le compte de résultat du Groupe.

Réconciliation entre le montant des engagements locatifs publiés au 30/09/2019 et le montant de la dette au 01/10/2019 :

En milliers d'euros

Engagements hors bilan au 30/09/2019	20 980
Effet de renouvellement des contrats lié aux hypothèses de durée IFRS 16	681
Effet de périmètre lié aux exemptions prévues par la norme IFRS 16	-2 106
Autres	265
Effet d'actualisation	-1 826
Contrats de location-financement (IAS 17)	14 062
Dette locative IFRS 16 au 01/10/2019	32 056

Les impacts de la mise en application de la norme IFRS 16 sont évoqués dans les notes : « 8.3 Droits d'utilisation », « 8.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie », « 8.12 Passifs financiers », « 8.17 charges administratives ».

4. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels dans le cadre des tests de dépréciation, de la valorisation des contrats de location, de la valorisation du montant des autres passifs, des provisions pour dépréciations des stocks, des créances et des impôts différés actifs. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

5. Faits caractéristiques de l'exercice

Durant l'exercice 2019/2020, le Groupe Manutan enregistre une légère croissance d'activité avec un chiffre d'affaires s'établissant à 779,7 millions d'euros contre 773,9 millions d'euros l'exercice précédent, soit une hausse de +0.8%.

L'exercice est marqué par un contexte économique très perturbé lié à la pandémie Covid-19. En effet, après une activité au 1^{er} trimestre en croissance de +2,3% par rapport à l'exercice précédent, les répercussions de la crise sanitaire ont fortement ralenti l'activité à la fin du 2ème trimestre et au début du 3ème trimestre de l'exercice notamment :

- Au mois de mars 2020, le chiffre d'affaires diminue de -9,3% par rapport au même mois de l'exercice précédent avec pour conséquence de limiter la croissance du 1^{er} semestre de l'exercice à +1% par rapport au 1^{er} semestre 2019;
- ➤ Au mois d'avril 2020, l'activité enregistre une baisse de -19,3% en comparaison du mois d'avril 2019, ayant fortement contribué au recul d'activité du 3ème trimestre de -3,2% par rapport au 3ème trimestre de l'exercice précédent.

Dans ce contexte, le groupe s'est efforcé d'assurer en premier lieu la santé et la sécurité de ses collaborateurs et de ses partenaires. Tous les entrepôts sont restés opérationnels et les consignes et mesures barrières préconisées par les autorités sanitaires ont été mises en place dans toutes les filiales. Le groupe a également adapté ses méthodes de travail aux mesures de confinement en vigueur en Europe (notamment avec le télétravail) et ajusté son offre de produits et services pour répondre au mieux aux besoins de ses clients dans la période actuelle. Ces actions ont permis de freiner les effets de la crise sanitaire, ainsi qu'un regain d'activité au 4ème trimestre qui enregistre une croissance de +3,8% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

On notera par ailleurs que le Groupe dispose toujours d'une trésorerie solide qui s'élève à 90 220 milliers d'euros au 30/09/2020 et qu'aucun mouvement de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice.

Dans un contexte très incertain, les impacts sur les résultats de l'exercice 2020/2021 de cette crise mondiale sont difficiles à estimer mais Manutan met tout en œuvre pour les minimiser tout en continuant à préparer l'avenir en s'appuyant sur ses atouts fondamentaux.

6. Le Groupe Manutan : périmètre de consolidation

Les sociétés comprises dans le périmètre sont consolidées par intégration globale. Elles appliquent des principes comptables homogènes (dits « principes comptables Groupe ») pour l'enregistrement et la présentation de transactions et événements similaires.

Le périmètre de consolidation au 30 septembre 2020 est détaillé à la note 9.

7. Principales méthodes comptables

7.1. Regroupement d'entreprises

Lors de l'entrée d'une entité dans le périmètre de consolidation, les actifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation en IFRS, sont comptabilisés à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertises en cours) sont comptabilisés de façon rétrospective s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

7.2. Date de clôture

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés comprises dans le périmètre, arrêtés au 30 septembre 2020, à l'exception des sociétés Papeteries Pichon SAS et Kruizinga B.V. dont l'exercice s'achève le 31 décembre.

Ainsi, une situation intermédiaire a été établie pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020 pour les sociétés Papeteries Pichon SAS et Kruizinga B.V.

7.3. Conversion des états financiers et des opérations en devises

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères est la monnaie locale.

Par conséquent, les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'Euro sont convertis selon la méthode suivante :

- Conversion du bilan au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période,
- Les produits et charges d'une société à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les capitaux propres d'ouverture que sur les variations de capitaux propres de la période (augmentation de capital, acquisition ...) ou sur les éléments du compte de résultat, sont portés dans les capitaux propres et ventilés entre la part du Groupe et la part des tiers. L'incidence de ces écarts est isolée dans le tableau de variation des capitaux propres.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans les monnaies respectives des entités du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés en résultat.

7.4. Goodwill

La différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée et l'évaluation totale des actifs et passifs à la juste valeur identifiés à la date d'acquisition constitue le goodwill.

La juste valeur de la contrepartie transférée comprend l'actualisation de la dette en cas de paiement différé ou étalé. Les frais relatifs à l'acquisition sont quant à eux comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition des titres sont évalués à leur juste valeur.

Le Groupe pratique un test de dépréciation de ses goodwill. La valeur recouvrable est calculée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle peut être rattaché le goodwill. Au sein du groupe Manutan, les cinq zones opérationnelles sont autant d'UGT dès lors que des synergies existent entre ces entités opérant sur un même marché géographique et utilisant des moyens d'exploitation communs, avec une direction opérationnelle unique. Toutefois, dans certains cas, l'UGT pourra être constituée d'une entité juridique opérationnelle seule.

La valeur d'utilité des UGT est calculée par la méthode d'actualisation des cash-flows opérationnels prévisionnels après impôt et après investissements de renouvellement, tels qu'ils ressortent des plans d'affaires établis par chaque UGT et validés par le management du Groupe dans le cadre de son pilotage opérationnel. La période du plan d'affaires, généralement de trois années est complétée par deux années d'extrapolations et par une valeur terminale qui est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie avec un taux de croissance modéré limité au taux d'inflation de la zone opérationnelle. Le taux d'actualisation retenu est calculé par UGT à

la clôture de chaque exercice, selon une répartition dettes/capitaux propres correspondant à une moyenne des entreprises du même secteur.

Ces tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an à la clôture de l'exercice.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur nette comptable de l'UGT est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'UGT nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

7.5. Autres Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition, qui comprend le prix d'achat ainsi que tous les frais encourus nécessaires à leur mise en service, diminué des amortissements pratiqués et des pertes de valeur.

Les licences d'utilisation de progiciels et logiciels ainsi que leurs adaptations sont amorties à compter de leur date de mise en service sur le mode linéaire sur une durée allant de 1 à 7 ans selon leur objet et leur durée d'utilité. Par ailleurs, les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation en cas d'identification d'indicateurs de perte de valeur.

7.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition historique, qui comprend le prix d'achat ainsi que tous les frais encourus nécessaires à leur mise en état d'utilisation, diminué des amortissements pratiqués et des pertes de valeur.

Les amortissements sont calculés à partir de la date de mise en service, suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilité probable de l'immobilisation :

- Constructions : 20 à 40 ans pour les bâtiments à usage principal d'entrepôt et pour les bureaux ;
- Installations et agencements : 10 à 15 ans ;
- Matériel informatique : 3 à 5 ans ;
- Autres immobilisations corporelles (matériel de transport, matériels et outillages, mobilier et matériel de bureau): 5 ans.

7.7. Droits d'utilisation

À la date de conclusion d'un contrat, le Groupe détermine si ce contrat est, ou contient, un contrat de location.

Un contrat est, ou contient, un contrat de location s'il confère le droit au client de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période déterminée, en échange d'une contrepartie. Pour déterminer si un contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, le Groupe évalue si :

- L'actif loué est explicitement ou implicitement identifié dans le contrat et est physiquement distinct ou constitue une simple portion physique d'un actif. Si le fournisseur d'un actif a un droit substantif de substitution alors l'actif n'est pas un actif identifié et le contrat est donc hors champ d'application de la norme IFRS 16 ;
- Le Groupe a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques résultant de l'utilisation de l'actif pendant la période d'utilisation ; et
- Le Groupe a le droit de diriger l'utilisation de l'actif.

Le Groupe comptabilise un droit d'utilisation et une dette de loyer à la date de prise d'effet de la location (c'est à dire à la date à laquelle l'actif identifié est disponible et utilisable).

Au début du contrat de location, la dette au titre des loyers futurs est actualisée à l'aide d'un taux d'actualisation basée sur la durée du contrat. Durant l'exécution du contrat, la dette au titre des loyers futurs est diminuée des paiements effectués au titre des loyers et augmentée des intérêts. Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la durée du contrat de location.

Le Groupe a appliqué les simplifications suivantes offertes par la norme IFRS 16 :

- Les contrats de courte durée (i.e. ayant une durée de moins de 12 mois) ont été considérés comme des contrats de location de courte durée et n'ont pas été capitalisés.
- Les contrats de location de biens ayant une faible valeur n'ont pas été capitalisés.

7.8. Immobilier de placement

Les immeubles de placement sont constitués de terrains et/ou de constructions appartenant au Groupe, ou dont le Groupe a la jouissance, qui ne sont pas utilisés directement pour l'activité principale du Groupe.

Les immeubles de placement sont présentés au bilan sur une ligne distincte. Ils sont valorisés au coût historique amorti ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

7.9. Créances clients et autres créances

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs centaines de milliers de clients. Ces créances sont prises en compte pour leur valeur nominale.

Elles font l'objet d'une dépréciation en fonction de leur risque d'irrécouvrabilité : celui-ci est apprécié en prenant en considération leurs risques spécifiques et un risque statistique en fonction de leur antériorité.

7.10. Stocks

Les stocks sont évalués, en utilisant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré (CUMP), au plus faible de leur coût d'entrée et de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'entrée comprend le prix d'achat et les frais accessoires (port, emballage, frais divers directs).

La détermination de la valeur nette de réalisation prend notamment en considération les éléments suivants :

- Les articles périmés,
- Les articles à faible rotation,
- Les articles mis en exposition ou en consigne.

7.11. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur en actifs/passifs « financiers courants ». Ils sont ensuite réévalués à chaque clôture à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation de la perte/du profit afférent dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe distingue ainsi :

- La couverture de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés, ou encore d'engagement ferme. Les profits et pertes constatés sur le dérivé, comme sur l'instrument couvert, sont comptabilisés au compte de résultat en charges/produits financiers pour la partie réputée efficace de la couverture. Il en est de même pour la partie réputée non efficace;
- La couverture de risques spécifiques à des actifs ou à des passifs comptabilisés, ou encore à des transactions futures hautement probables, aussi désignée "couverture de flux de trésorerie". Pour la partie réputée efficace de la couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres. Les profits / pertes constatés sur la partie non-efficace sont eux comptabilisés au compte de résultat en autres produits / charges;
- La couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger. La comptabilisation des variations de juste valeur répond aux mêmes règles que celles de la couverture de flux de trésorerie.

Les dérivés dont les caractéristiques ne satisfont pas à celles de la comptabilité de couverture, ou qui n'ont pas été désignés comme tel, voient leur variation de juste valeur comptabilisée au compte de résultat en produits / charges financiers.

Conformément à IFRS 7, la détermination de la juste valeur des instruments financiers actifs et passifs peut-être définie par les manières suivantes :

- Par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ; cette juste valeur est classée en hiérarchie
 1 telle que définie dans la norme ;
- En utilisant une valorisation se basant sur un modèle prenant en compte des données observables pour les instruments non cotés tels que les dérivés ou instruments financiers actifs et passifs hors hiérarchie 1; cette juste valeur est classée en hiérarchie 2 conformément à la norme.

7.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS7 « tableau des flux de trésorerie », le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie consolidés comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme définis comme liquides et dont la durée de placement est inférieure à 3 mois. Les placements de trésorerie dont la durée de placement est comprise entre 3 et 12 mois sont présentés en « actifs courants de gestion de trésorerie ».

Néanmoins, aux fins d'assurer une lecture exhaustive de ses disponibilités, le Groupe considère que sa trésorerie disponible totale est effectivement composée des agrégats bilanciels « trésorerie et équivalents de trésorerie »

et « actifs courants de gestion de trésorerie ».

Une analyse en ce sens est présentée en complément du « tableau des flux de trésorerie » et en annexe note 8.9 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

7.13. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Le Groupe doit classer un actif non courant dans le cadre d'une cession d'actif isolé (ou un groupe d'actifs et de passifs courants et non courants dans le cadre de la cession d'une activité) comme détenu en vue de la vente si l'entreprise entend recouvrer la valeur par voie de vente plutôt que par un usage opérationnel.

Les actifs et passifs ainsi déterminés sont classés et présentés distinctement sur une ligne du bilan lorsque les conditions essentielles suivantes ont été reconnues :

- Un plan de cession est engagé
- Les actifs et passifs sont disponibles à la vente en l'état actuel
- La vente est probable et interviendra dans un délai raisonnable

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont valorisés au coût historique amorti ou à la valeur de marché (qui correspond à la juste valeur diminuée des coûts de la vente) si celle-ci est inférieure.

7.14. Options de souscription ou d'achats d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS2 « paiement en actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie de ces options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Elle est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits en augmentation des capitaux propres dans le poste « paiement en actions et assimilés » et en diminution du résultat dans le poste « charge du personnel ».

7.15. Avantages du personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Autres avantages à long terme assimilables à des médailles du travail

Elles ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel. L'engagement a été calculé pour l'ensemble de la population concernée. Le Groupe comptabilise les pertes ou gains actuariels en résultat.

· Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies (tel que le système français par répartition), les charges correspondant aux cotisations sont enregistrées en compte de résultat au cours de l'exercice. Dans le cadre de ces régimes, il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses employés.

Régimes à prestations définies

Il s'agit essentiellement de régimes de retraite à rente uniforme et de régimes de retraite avec salaire de fin de carrière venant en complément des régimes de retraites obligatoires.

Les droits acquis par le personnel présent à la clôture de l'exercice au titre des compléments de retraite, lorsqu'ils ne sont pas couverts par des fonds de pension ou d'assurance, font l'objet d'une provision.

Ces engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle selon les normes et législations en vigueur au plan local. L'ensemble de la charge correspondant aux pensions restant à verser aux retraités et aux droits acquis par les salariés est déterminée sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société. Le Groupe comptabilise les pertes ou gains actuariels en capitaux propres.

7.16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de ventes de marchandises et des services associés (tels que transport, montage...).

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de transfert des risques et avantages associés aux marchandises vendues. Par ailleurs, la mise en œuvre d'une politique de crédit management stricte permet d'assurer en amont qu'aucune vente dont le recouvrement n'est pas probable ne soit réalisée.

7.17. Retours de marchandises

Une provision est constituée pour couvrir le coût des retours de marchandises postérieurs à la clôture. Ce coût tient compte de la perte de marge brute ainsi que des frais directement liés à ces retours (transport, emballage, réparation ...). La provision est fonction du taux de retour déterminé statistiquement par chaque société.

7.18. Dépenses de promotion

Les coûts des actions de promotion sont comptabilisés au moment de leur réalisation. En particulier, le coût de fabrication des catalogues est pris en charge à la date de mise à disposition de ces derniers par l'imprimeur.

7.19. Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets des évènements majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs. Ils sont le fruit d'événements exceptionnels et décorrélés de l'activité courante du Groupe, tels que :

- Les frais d'acquisition sur titres ;
- Les plus-values de cessions immobilières ;
- Les coûts de personnel faisant suite à des réorganisations managériales...

7.20. Produits et charges financiers

Les produits financiers comprennent :

- Les produits liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie
- Les plus-values sur cessions et gains sur mouvements de dépréciations des actifs financiers
- Les produits liés à l'actualisation des actifs et passifs
- Les gains de change sur les éléments non couverts

Les charges financières comprennent :

- Les charges d'intérêts sur les emprunts et concours bancaires
- Le coût d'inefficacité sur les opérations de couverture de change
- Les moins-values sur cessions et pertes sur mouvements de dépréciations des actifs financiers
- Les charges liées à l'actualisation des actifs et passifs
- Les pertes de change

7.21. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Impôt exigible :

L'impôt exigible est le montant de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en appliquant au résultat imposable de chaque entité du Groupe le taux d'impôt en vigueur dans le pays d'implantation.

Impôts différés :

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant les taux d'impôts adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où sa récupération sur une durée raisonnable apparait probable sur la base des dernières prévisions mises à jour. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et dépréciés en cas de risque de non-recouvrement.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés est enregistré en résultat, sauf si l'effet concerne un élément comptabilisé en capitaux propres, dans ce cas l'effet est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

Manutan International est tête du Groupe, fiscalement intégré, qu'elle forme avec Manutan SA et Manutan Collectivités au sens de l'article 223-A du Code Général des impôts.

7.22. Résultat comptable par action

Le résultat par action est calculé sur le résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé. Le nombre d'actions retenu pour le calcul est le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice écoulé, déductions faites des actions auto-détenues.

7.23. Information sectorielle

L'analyse de la performance du groupe par zones géographiques a été affinée et contient un niveau de granularité supplémentaire : les entreprises et les collectivités territoriales. Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée en note 8.24 repose sur ce nouveau découpage sectoriel utilisé par la direction du Groupe Manutan.

Toutes les sociétés du Groupe exercent le même métier dans leur pays d'implantation : il n'y a donc qu'un seul et même secteur d'activité.

Les zones retenues correspondent aux zones opérationnelles mises en place sur l'exercice et reposent notamment sur la localisation géographique des actifs du Groupe. Elles regroupent des sociétés de plusieurs pays, alliant : proximité des opérations, comparabilité des comportements clients et des offres produits et services, similitudes des conditions économiques et synergies opérationnelles. Les opérations inter-zones, ainsi que les activités des entités non-opérationnelles (holding) sont présentées sur une ligne « Autres ».

L'information revue et utilisée par les principaux décideurs opérationnels du Groupe s'appuie sur 5 zones opérationnelles qui s'articulent autour de deux divisions : les entreprises et les collectivités territoriales. Ainsi, conformément à la norme IFRS 8, le Groupe communique autour de ces deux divisions composées de zones opérationnelles regroupant les pays suivants :

- * Nord : Suède, Norvège, Danemark, Finlande,
- * Centre : Belgique, Pays-Bas, Allemagne. La société Kruizinga est intégrée à la zone Centre depuis Juillet 2019.
- * Est : République Tchèque, Pologne, Slovaquie, Hongrie,
- * Sud : France, Italie, Portugal, Espagne, Suisse.
- Ouest : Royaume-Uni,
- * Autres : Holdings et éliminations d'opérations interzones.

Nous noterons que les données chiffrées des zones Sud et Centre présentées ci-dessous, ne sont pas comparables avec celles publiées lors de l'exercice 2018 en raison des éléments suivants :

- Depuis le 1^{er} octobre 2018, la Suisse est intégrée dans la zone Sud (versus la zone Centre dans les comptes annuels au 30 Septembre 2018);
- La zone Sud est segmentée entre la division Entreprises et la division Collectivités. Les opérations réalisées entre ces deux divisions sont incluses dans la ligne « Autres ».

Toutefois, ces impacts ne sont pas significatifs.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour la détermination des résultats sectoriels sont identiques à ceux retenus pour le Groupe. Les redevances de marque « Manutan » perçues par Manutan International auprès des zones Centre, Sud, Est et Ouest sont neutralisées en rubrique « Autres », afin d'améliorer la lisibilité de la performance opérationnelle et la comparabilité entre zones.

8. Notes aux états financiers consolidés

Analyse des principaux postes du bilan

8.1. Goodwill

	Date	30/09/2019	Acquisition	Cession	Variation	Reclassement	30/09/2020
en milliers d'euros	d'acquisition	30,03,2023	Augmentation	Diminution	de change	recidosement	30,03,2020
Valeur Nette							
UGT Centre	(1)	59 014					59 014
UGT Sports et Loisirs	15/10/2012	9 365		-2 965			6 400
UGT Ouest	(2)	26 972			-787		26 185
UGT Est	(3)	1 933					1 933
UGT Nord	(4)	5 653			67		5 720
UGT Pichon	30/06/2015	49 707					49 707
UGT Traders	(5)	17 101			-499		16 602
TOTAL		169 745	0	-2 965	-1 220	0	165 560

- (1) 2 opérations intervenues au cours des exercices 1994/95 et 2018/19.
- (2) 2 opérations intervenues au cours des exercices 1998/99 et 2007/08.
- (3) 3 opérations intervenues au cours des exercices 1998/99, 2000/01 et 2004/05.
- (4) Fusion des UGT Witre et Ikaros réalisée sur l'exercice 2017/2018. Acquisition de Ikaros le 10/10/2013
- (5) Fusion des UGT IMD et EEW au 30/09/2017. Acquisition de Ironmongery Direct (IMD) sur l'exercice 2012/2013 et de Electrical Direct (EEW) le 25/07/2016.

Compte tenu des incertitudes liées au Covid-19, le Groupe a ajusté sa méthodologie de valorisation de ses Goodwill en adoptant notamment une approche dite « multi-scénarios pondérés ». Ces différents scénarii s'appuient sur des business plans revus par le Management et sont basés sur différentes évolutions de la pandémie et de ses conséquences potentielles sur l'activité du Groupe. Ces estimations ont été effectuées sur la base des informations disponibles et les plus récentes en tenant compte notamment des incertitudes liées au contexte de la pandémie de Covid-19. Pour chaque scénario, une probabilité a été allouée sur la base de ces informations.

Ainsi, au 31 mars 2020, les tests de dépréciations réalisés ont entraîné une dépréciation de l'écart d'acquisition de l'UGT Sports et Loisirs pour un montant de 2 965 milliers d'euros. En effet, l'activité de la société Sports et Loisirs SAS (division Collectivités) sera probablement plus durablement impactée par la crise du COVID-19 (impact sur les activités sportives en général).

Des tests de dépréciation de ces goodwill ont été réalisés à la clôture de l'exercice selon les modalités suivantes :

Au 30 septembre 2020, une hypothèse de croissance à l'infini limitée entre 1,5% et 2% par an des cash flows pour la valeur terminale a été retenue. Le taux d'actualisation varie en fonction de l'UGT et du risque pays qui y est associé :

	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
UGT Centre	8,0%	7,0%	8,6%
UGT Sports et Loisirs	8,0%	8,0%	7,5%
UGT Ouest	8,5%	8,0%	8,4%
UGT Est	9,5%	9,0%	6,1%
UGT Nord	7,5%	7,5%	6,8%
UGT Pichon	8,0%	8,0%	7,5%
UGT Traders	8,5%	8,0%	8,4%

Des tests de sensibilité sur des variations raisonnablement possibles des hypothèses clés (taux de croissance des revenus à l'infini, taux de marge brut, taux d'actualisation) de plus ou moins 1 point (individuellement et en cumulé) ont été réalisés par le Groupe. Ces tests de sensibilité ne font pas apparaître de scénario probable conduisant à déprécier les goodwill (hormis sur l'UGT Papeteries Pichon où une hausse du taux de WACC de +1 point conduirait à une perte de valeurs).

Nous noterons enfin que l'écart d'acquisition de 26,4 millions d'euros comptabilisé au 30/09/2019 suite à l'acquisition de la société Kruizinga a été intégralement affecté au sein de l'UGT Centre

8.2. Immobilisations

Autres immobilisations incorporelles

Les dotations aux amortissements des autres immobilisations incorporelles sont constatées dans le résultat opérationnel courant.

Variations de l'exercice 2019/2020 :

en milliers d'euros	30/09/2019	Acquisition Augmentation	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2020
Valeurs brutes						
Marques	3 864				-45	3 819
Logiciels	81 049	836	-745	4 241	-74	85 307
Immobilisations incorporelles en cours	7 521	6 756	-458	-4 430		9 389
Autres	3 791	3	-112		-1	3 681
TOTAL	96 225	7 595	-1 316	-189	-119	102 197
Amortissements						
Marques						
Logiciels	-63 939	-6 504	741	-201	61	-69 841
Immobilisations incorporelles en cours						
Autres	-898	-24	112	354	1_	-455
TOTAL	-64 837	-6 528	853	153	62	-70 296
Valeurs nettes	31 388	1 068	-463	-36	-57	31 900

Les immobilisations en cours sont essentiellement constituées des dépenses d'investissement dans le système d'information du Groupe.

Variations de l'exercice 2018/2019 :

en milliers d'euros	30/09/2018	Acquisition Augmentation	A cquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2019
Valeurs brutes							
Marques	3 922					-58	3 864
Logiciels	76 321	473		-42	4 387	-91	81 049
Immobilisations incorporelles en cours	6 428	5 457			-4 363		7 521
Autres	3 945	19			-174	0	3 791
TOTAL	90 616	5 950		-42	-150	-149	96 225
Amortissements							
Marques							
Logiciels	-57 872	-6 192		42	0	84	-63 939
Immobilisations incorporelles en cours							
Autres	-1 037	-11			150	0	-898
TOTAL	-58 909	-6 203		42	150	84	-64 837
Valeurs nettes	31 707	-253		0	0	-65	31 388

Immobilisations corporelles

Variations de l'exercice 2019/2020 :

en milliers d'euros	30/09/2019	Acquisition Augmentation	Reclassement IAS 17 (1)	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2020
Valeurs brutes							
Terrains	22 240		-13 146		901	-161	9 834
Constructions	105 725	693	-67 135	-21	20 360	-731	58 891
Installations et agencements	40 662	3 699	-302	-1 696	3 390	-338	45 414
Matériels informatiques	20 016	1 424	-1 066	-696	177	-101	19 753
Immobilisations corporelles en cours	25 714	11 357			-17 256	-13	19 803
Autres immobilisations corporelles	8 263	666	-1 435	-211	6	-8	7 281
TOTAL	222 620	17 839	-83 084	-2 624	7 577	-1 353	160 976
Amortissements / Dépréciations							
Terrains							
Constructions	-54 210	-1 661	24 717	7	-2 939	498	-33 589
Installations et agencements	-27 970	-2 802	328	1 645	-62	216	-28 645
Matériels informatiques	-17 595	-1 034	953	682	-160	80	-17 074
Immobilisations corporelles en cours							
Autres immobilisations corporelles	-6 634	-669	773	170	276	5	-6 078
TOTAL	-106 409	-6 166	26 771	2 504	-2 885	800	-85 385
Valeurs nettes	116 211	11 673	-56 312	-120	4 692	-553	75 591

⁽¹⁾ Cette colonne comprend le reclassement au 1er octobre 2019 des contrats de location financement en droits d'utilisation en application de la norme IFRS 16, voir note 3.1 Norme IFRS 16 « Contrats de location » .

Les immobilisations corporelles en cours correspondent principalement aux travaux engagés par les Papeteries Pichon pour la construction de leurs nouveaux locaux et les coûts de construction du nouvel entrepôt de Manutan SA.

Nous noterons que la baisse significative des immobilisations corporelles s'explique principalement par l'application de la norme IFRS 16, ayant notamment entraîné un transfert des contrats de location financement en droits d'utilisation : jusqu'au 30/09/2019, ces locations étaient comptabilisées en immobilisations (et régies par l'ancienne norme IAS 17).

Variations de l'exercice 2018/2019 :

Valeurs nettes	102 325	13 487	560	-106	0	-58	116 21:
TOTAL	-97 199	-9 018	-1 265	943	-114	242	-106 40
Autres immobilisations corporelles	-5 943	-1 032	-294	333	281	21	-6 63
Immobilisations corporelles en cours							
Matériels informatiques	-16 500	-1 067		234	-287	25	-17 59
Installations et agencements	-24 957	-2 479	-971	376	42	16	-27 97
Constructions	-49 800	-4 439			-150	180	-54 21
Terrains							
Amortissements / Dépréciations							
TOTAL	199 524	22 505	1 825	-1 050	115	-300	222 62
Autres immobilisations corporelles	7 706	387	530	-337		-23	8 26
Immobilisations corporelles en cours	11 527	16 327			-2 144	4	25 71
Matériels informatiques	19 143	1 084		-236	53	-27	20 01
Installations et agencements	35 206	2 609	1 295	-476	2 053	-26	40 66
Constructions	105 751	33		-1	152	-210	105 72
Terrains	20 192	2 066				-17	22 24
Valeurs brutes							
en milliers d'euros	30/09/2018	Acquisition Augmentation	A cquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2019

8.3. Droits d'utilisation

Suite à l'application de la norme IFRS16, le groupe reconnaît 70 580 milliers d'euros de droits d'utilisation au 30/09/2020.

Les droits d'utilisation incluent les contrats de location financement existants régies par l'ancienne norme IAS 17 au 30/09/2019 et comptabilisés antérieurement en immobilisations corporelles pour 56 312 milliers d'euros.

en milliers d'euros	01/10/2019 (1)	Acquisition Augmentation	Cession Diminution	Reclassement (3)	Variation de change	30/09/2020
Valeurs brutes		A-5				
Terrains	13 146			-901		12 245
Constructions	81 845	7 996	-1 939	-6 185	-460	81 257
Installations et agencements	302				-16	287
Matériels informatiques	1 066			-188	2	880
Autres immobilisations corporelles	4 978	1 506	-506		-34	5 943
TOTAL	101 336	9 502	-2 446	-7 274	-508	100 612
Amortissements						
Terrains						
Constructions	-24 717	-6 021	1 597	2 589	40	-26 510
Installations et agencements	-328			26	16	-287
Matériels informatiques	-953			74	-1	-880
Autres immobilisations corporelles	-773	-1 988	394		12	-2 355
TOTAL	-26 771	-8 009	1 991	2 689	68	-30 032
Valeurs nettes (2)	74 565	1 494	-455	-4 585	-440	70 580

⁽¹⁾ Cette colonne comprend les impacts de la première application de la norme IFRS 16 au 1er octobre 2019, voir note 3.1 Norme IFRS 16

8.4. Immeubles de placement

en milliers d'euros	30/09/2019	Acquisition Augmentation	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2020
Immeubles de placement	57	9		-115	-14	450
Dépréciations Immeubles de placement	-4	5		45		
Immeubles de placement net	53	4		-70	-14	450

Les immeubles de placement sont constitués au 30 septembre 2020 d'un terrain non utilisé (12 400 m²) dont la société Manutan UK (anciennement Key Industrial Equipment) est propriétaire. La valeur de marché de ce terrain est estimée par agents immobiliers à **1 315 milliers d'euros**.

Les méthodes et taux d'amortissement pratiqués sont identiques à celles décrites pour les autres immobilisations corporelles.

8.5. Actifs financiers non courants

en milliers d'euros	30/09/2019	Acquisition Augmentation	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2020
Valeurs brutes						
Autres immobilisations financières	3 074	150	-234		0	2 989
TOTAL	3 074	150	-234		0	2 989
Amortissements						
Autres immobilisations financières	0					
TOTAL	0					
Valeurs nettes	3 074	150	-234		0	2 989

[«] Contrats de location » .

⁽²⁾ dont le crédit-bail immobilier du Centre Européen pour 48,4 millions d'euros au 30 septembre 2020 et 51 millions d'euros au 30 septembre. 2019.

⁽³⁾ Les reclassements sur la période concement essentiellement la levée d'option sur le crédit-bail Alstorf pour une valeur nette comptable de 4,1 millions d'euros.

8.6. Valeurs d'exploitation

Stocks de marchandises

90 646	73 210	67 555
-10 915	-5 006	-4 047
101 561	78 216	71 602
30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
	101 561 -10 915	101 561 78 216 -10 915 -5 006

Créances clients

Valeurs nettes	182 866	186 213	198 833
Dépréciations	-6 093	-5 060	-4 557
Valeurs brutes	188 959	191 273	203 390
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit :

Exercice 2019/2020:

Valeurs nettes	182 866	172 010	6 419	3 503	933
Provisions	-6 093	-683	-1 138	-1 520	-2 752
Valeurs brutes	188 959	172 693	7 557	5 023	3 685
En milliers d'euros	Total des créances	- 3 mois	+3 mois - 6mois	+6 mois - 1 an	+1 an

Exercice 2018/2019:

Valeurs nettes	186 213	177 512	4 514	2 441	1 746
Provisions	-5 060	-298	-1 100	-1 045	-2 617
Valeurs brutes	191 273	177 810	5 614	3 487	4 363
En milliers d'euros	Total des créances	- 3 mois	+3 mois - 6mois	+6 mois - 1 an	+1 an

L'analyse de la sensibilité du Groupe au risque de crédit et au risque de change relatif aux créances clients figure en note 8.25.

8.7. Autres créances et comptes de régularisation

TOTAL	8 344	8 569	7 243
Autres créances	267	577	885
Charges constatées d'avance	8 077	7 993	6 358
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

8.8. Juste valeur des instruments financiers et des autres actifs financiers

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur des actifs financiers comptabilisés au bilan avec leur juste valeur :

en milliers d'euros	Val	eur Compta	ble	0.0010000000000000000000000000000000000	Actifs évalués en juste valeur par résultat Actifs détenus jusqu'à l'échéance 90/09/2020 30/09/2019 30/09/2018 30/09/2020 30/09/2019 30/09/2018 30/09/2020 30/09/2019 30/09/2018 30/09/2020 30/09/2019 30/09/2018 30/09/2020		Prêts et créances			Juste Valeur					
31.11.11.27.2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020			30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	
Actifs financiers non courants (note 8.5) Prêts, cautionnements, autres créances Actifs financiers courants	2 989	3 074	1 587							2 989	3 074	1 587	2 989	3 074	1 587
Dérivés actifs sur couverture de juste valeur Actifs courants de gestion de trésorerie															
Trésorerie et équivalent de Trésorerie (note 8.9)	90 235	94 749	72 231	90 235	94 749	72 231							90 235	94 749	
Total Actifs	93 224	97 823	73 818	90 235	94 749	72 231	1			2 989	3 074	1 587	93 224	97 823	73 818

8.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend :

- Les disponibilités,
- Les équivalents de trésorerie c'est-à-dire les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; il s'agit de valeurs mobilières de placement et de comptes et dépôts à terme à échéance de moins de trois mois,
- Les soldes créditeurs de banque correspondant à des découverts momentanés et intérêts courus liés.

Le Groupe considère que sa trésorerie disponible totale est effectivement composée des agrégats bilanciels « trésorerie et équivalents de trésorerie » et « actifs courants de gestion de trésorerie » (i.e. à maturité comprise entre 3 et 12 mois).

En conséquence, le solde financier net est calculé par différence entre la trésorerie nette augmentée des « actifs courants de gestion de trésorerie » et les dettes financières :

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Comptes bancaires courants	78 701	65 148	65 761
Valeurs mobilières de placement	11 000	29 387	6 300
Dépôts	534	214	169
TOTAL TRESORERIE ACTIF	90 235	94 749	72 230
Concours bancaires courants	15	9	10
TOTAL TRESORERIE NETTE DISPONIBLE	90 220	94 740	72 220
Dettes financières (1)	86 897	65 405	47 984
SOLDE FINANCIER NET	3 323	29 335	24 236

^{(1):} Y compris 13 618 K€ de dettes locatives non courantes et 4 376 K€ de dettes locatives courantes au 1er octobre 2019 liées à l'application de la norme IFRS 16, voir note 3.1 Norme IFRS 16 « Contrats de location ». Au 30 septembre 2020, les dettes locatives non courantes liées à l'application de IFRS16 représentent 16 765 K€ et les dettes locatives courantes 4 835 K€.

8.10. Actifs détenus en vue de la vente

Valeur Nette	73	0	-73	0	0	0
Total	-799	0	799	0	0	0
Autres immobilisations	0					0
Construction	-799		799			0
Terrain	0					0
Amortissements						
Total	872	0	-872	0	0	0
Autres immobilisations	0					C
Construction	799		-799			C
Terrain	73		-73			0
Valeur Brute						
en milliers d'euros	30/09/2019	Acquisition augmentation	Cession diminution	Reclassement	Variation change	30/09/2020

Les locaux de bureaux (2 628 m²) dont la société Manutan UK (anciennement Key Industrial Equipment) était propriétaire ont été vendus au cours de l'exercice. Au 30 septembre 2020, aucun actif n'est détenu en vue de la vente.

8.11. Variation des capitaux propres du Groupe

Evolution du capital social en nombre d'actions

Le nombre d'actions au 30 septembre 2020 est de 7 613 291 au nominal de 2 Euros. Aucune variation n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2019/2020. La part de capital détenue par le public est de 26,5 %.

Actions auto-détenues

Les 13 062 actions auto-détenues sont imputées sur les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2020.

Incidence des variations de taux de change

L'incidence de la variation des taux de change sur les capitaux propres du Groupe au cours de l'exercice correspond :

- à la différence entre les cours de clôture et d'ouverture des devises appliquée aux capitaux propres hors résultat (incidence nette négative de 3 051 milliers d'euros),
- à la différence entre les cours de clôture et moyens des devises appliqués à la contribution des sociétés étrangères au résultat consolidé (incidence nette positive de 91 milliers d'euros).

8.12. Passifs financiers

Analyse par catégories de dettes

TOTAL PASSIFS FINANCIERS	86 912	65 414	47 994
PASSIFS FINANCIERS COURANTS	22 112	17 794	14 964
Instruments financiers			
Concours bancaires courants	15	9	10
Dettes locatives courantes (2)	9 625	5 337	5 712
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12 472	12 448	9 242
PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	64 800	47 620	33 030
Dettes locatives non courantes (1)	20 678	8 725	14 039
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	44 122	38 896	18 991
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

⁽¹⁾ Dont 3,8 millions d'euros concernant le crédit-bail immobilier du Centre Européen au 30 septembre 2020

Durant la période, l'augmentation des dettes financières pour 21,5 millions d'euros est principalement liée au tirage de la ligne de crédit ouverte par Manutan International pour 15 millions d'euros et aux impacts de la norme IFRS16. En effet, au 30 septembre 2020 l'application de la norme IFRS16 a conduit le Groupe à reconnaître 21,6 millions d'euros de dettes locatives courantes et non courantes.

Ces effets ont été partiellement compensés par les remboursements d'emprunts réalisés sur la période :

- a) 4,6 millions d'euros sur le crédit-bail immobilier du Centre Européen
- b) 9,8 millions d'euros sur les emprunts souscrits lors des exercices précédents dont :
 - √ 4,6 millions d'euros sur l'emprunt contracté pour l'acquisition des Papeteries Pichon,
 - ✓ 1,6 million d'euros pour le projet d'extension du second entrepôt de Manutan SA,
 - ✓ 1,6 million d'euros pour le projet de construction des futurs locaux des Papeteries Pichon
 - √ 2,0 millions d'euros pour l'acquisition Kruizinga.

8.13. Juste valeur des instruments financiers et autres passifs

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan avec leur juste valeur :

	Va	leur Comptat	ole	Passifs éva	alués en just résultat	te valeur par	Dettes Fo	ournisseurs dettes	et autres	Passifs com	ptabilisés au	coût amorti		Juste Valeur	
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2017	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/20
Passifs Financiers Non Courants															
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit*	44 122	38 896	18 991	1						44 122	38 896	18 991	44 122	38 896	18 9
Dettes locatives non courantes	20 678	8 725	14 039							20 678	8 725	14 039	20 678	8 725	14 (
Passifs Financiers Courants				1											
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit*	12 472	12 448	9 242							12 472	12 448	9 242	12 472	12 448	
Dettes locatives courantes	9 625	5 337	5 712							9 625	5 337	5 712	9 625	5 337	57
Instruments Financiers dérivés				1											
Dettes fournisseurs	97 641	102 827	91 960				97 641	102 827	91 960				97 641	102 827	91 9
Autres dettes	40 826	41 651	38 763				40 826	41 651	38 763	3			40 826	41 651	38 7
Concours bancaires courants	15	9	10				1.15541-0			15	9	10	15	9	
Autres passifs (Provisions et impôts)	22 198	20 201	21 590										22 198	20 201	21 5
Total Passifs Courants et non courants	247 577	230 093	200 307	1			138 467	144 478	130 723	86 912	65 414	47 994	247 577	230 093	200

⁽²⁾ Dont 4,6 millions d'euros concernant le crédit-bail immobilier du Centre Européen au 30 septembre 2020

Echéancier de paiement des instruments financiers et autres passifs

	V	aleur au Bila	n		Noins d'un ar	1	Entr	re un et cinq	ans	Au-c	delà de cinq	ans
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	56 594	51 344	28 234	12 472	12 448	9 242	43 182	37 294	16 118	940	1 602	2 87
Dettes locatives	30 303	14 061	19 751	9 625	5 337	5 712	16 378	8 725	14 039	4 300		
Dettes financières	86 897	65 405	47 984	22 097	17 785	14 954	59 560	46 018	30 157	5 240	1 602	2 87
Instruments Financiers dérivés												
Dettes fournisseurs	97 641	102 827	91 960	97 641	102 827	91 960						
Autres dettes	40 826	41 651	38 763	40 826	41 651	38 763						
Concours bancaires courants	15	9	10	15	9	10						

8.14. Les avantages du personnel

TOTAL des provisions	7 950	6 018	3 916
Autres avantages à long terme assimilables à des médailles du travail	239	222	230
Engagements de retraite	7 711	5 796	3 686
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

L'estimation de la valeur des engagements de retraite au 30 septembre 2020 a été effectuée par un actuaire indépendant selon les recommandations de la norme IAS 19.

Le montant des engagements de retraite provisionnés correspond principalement aux engagements contractuels des sociétés françaises qui prévoient le versement aux salariés d'une indemnité lors de leur départ en retraite.

Tous les coûts relatifs aux engagements de retraite sont présentés dans le poste « Frais de personnel », inclus dans les « charges administratives et commerciales » du compte de résultat, et comprennent le coût des services rendus pour 513 milliers d'euros (2018/2019 : 255 milliers d'euros) et le coût financier pour 34 milliers d'euros (2018/2019 : 64 milliers d'euros).

Les écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres représentent une charge brute de 630 milliers d'euros en 2019/2020 (467 milliers d'euros de charge nette d'impôts différés en capitaux propres).

Les principales hypothèses retenues dans les calculs actuariels sont les suivantes :

	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Taux actualisation	0,68%	0,53%	1,55%
Taux d'inflation	1,60%	1,60%	1,50%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	1,60%	1,60%	1,50%
Age départ en retraite* : - Cadres	65	65	65
- Non Cadres	Entre 62 et 63	Entre 62 et 63	Entre 62 et 63

^{*}en fonction de la catégorie socio professionnelle

Par ailleurs, au 31 décembre 2007, le fonds de pension Overtoom International Netherlands a été clôturé. Les fonds investis et obligations de couverture ont été transférés à un fonds de branche professionnelle qui gère désormais les engagements de retraite du personnel.

Sur l'exercice 2017/2018, nous noterons que la Direction de la filiale a souscrit à un nouveau fonds à contributions définies.

8.15. Provisions pour autres passifs

Variations de l'exercice 2019/2020 :

en milliers d'euros	30/09/2019	Dotation	Reprise Provision Utilisée	Reprise Provision non utilisée	Reclassement	Variation de Change	30/09/2020
Litiges Salariaux	684	388	-211	-56	-92	0	713
Retours Marchandises	696	368	-8	0	0	-4	1 051
Restructuration	0	1 013	0	0	0	0	1 013
Juridique et Fiscal	0	30	0	0	0	0	30
Financier	0	0	0	0	0	0	0
Autres Risques	317	654	-297	0	0	0	674
TOTAL	1 697	2 452	-516	-56	-92	-4	3 482

Les dotations aux provisions pour Restructuration concernent principalement la zone Sud.

Les autres dotations et les reprises de provisions au cours de l'exercice concernent principalement le dénouement des principaux litiges salariaux, juridiques et fiscaux.

Variations de l'exercice 2018/2019 :

TOTAL	2 361	714	-1 275	0	-99	-3	1 697
Autres Risques	323	36	0	0	-41	0	317
Financier	0	0	0	0	0	0	C
Juridique et Fiscal	475	0	-325	0	-150	0	0
Restructuration	71	0	-71	0	0	0	0
Retours Marchandises	649	292	-244	0	0	-1	696
Litiges Salariaux	844	386	-635	0	92	-2	684
en milliers d'euro s	30/09/2018	Dotation	Reprise Provision Utilisée	Reprise Provision non utilisée	Reclassement	Variation de Change	30/09/2019

Litiges en cours

Il n'existe aucun litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe qui ne soit pas provisionné.

8.16. Autres dettes et comptes de régularisation

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Fournisseurs immobilisations	832	1 510	539
Dettes fiscales et sociales	22 377	23 986	24 080
Taxe sur le chiffre d'affaires	9 468	8 825	7 639
Clients, avoir à établir	35	1	36
Provisions frais généraux	3 613	3 349	3 648
Autres dettes diverses	4 500	3 980	2 821
TOTAL	40 826	41 651	38 763

Au 30 septembre 2020, l'ensemble de ces dettes a des échéances inférieures ou égales à 1 an.

Analyse des principaux postes du compte de résultat

8.17. Charges administratives et commerciales

Les provisions sont présentées nettes (dotations, reprises, pertes et gains).
Les autres produits et charges comprennent également le résultat des cessions courantes d'immobilisations.
Les frais de personnel comprennent les rémunérations et charges sociales, la participation des salariés, le coût du personnel intérimaire, les avantages du personnel, et les autres charges de personnel. La participation des salariés est comprise dans les frais de personnel pour 3 631 milliers d'euros en 2019/2020, 3 937 milliers d'euros

en 2018/2019 et 4 087 milliers d'euros en 2017/2018. 30/09/2020 30/09/2019 30/09/2018 en milliers d'euros Autres achats externes -78 345 -81 888 -79 438 -7 012 -6 121 -5 977 Impôts et taxes Frais de personnel -121 863 -127 214 -121 809 -15 218 Dotations aux amortissements* -20 702 -14 938 Dotations / reprises sur provisions -112 305 19

999

-227 035

1 238

-228 899

522

-221 621

8.18. Frais de personnel

TOTAL

Répartition des effectifs moyens :

Autres produits et charges

	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Employés	1 679	1 658	1 710
Cadres	459	612	522
TOTAL	2 138	2 270	2 232

Analyse par zone des effectifs moyens :

Effectifs	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	1 414	1 521	1 505
Nord	96	115	120
Centre	298	295	289
Est	99	112	111
Sud	570	596	587
Ouest	351	403	397
Collectivités	525	564	583
Sud	525	564	583
Autre	199	185	144
TOTAL GROUPE	2 138	2 270	2 232

^{*}Jusqu'au 30/09/2019, le Groupe comptabilisait les charges de loyers en Autres achats externes. Suite à l'application de la norme IFRS16 au 1er octobre 2019, les amortissements relatifs aux droits d'utilisations s'élèvent à 5 026 milliers d'euros au 30/09/2020.

Effectifs Hommes	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	819	864	863
Nord	69	81	87
Centre	223	199	208
Est	61	68	60
Sud	228	253	242
Ouest	237	263	266
Collectivités	257	282	307
Sud	257	282	307
Autre	112	99	75
TOTAL GROUPE	1 187	1 244	1 245
Effectifs Femmes	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	596	657	643
Nord	27	34	33
Centre	75	96	81
Est	38	44	51
2.7	242	242	245

TOTAL GROUPE	951	1 026	987
Autre	87	86	68
Sud	268	283	276
Collectivités	268	283	276
Ouest	114	140	132
Sud	342	342	345
Est	38	44	51
Centre	75	96	81
Nord	27	34	33
Elitreprises	390	037	045

Mouvements	Entrées	Sorties
Entreprises	179	285
Nord	0	19
Centre	57	53
Est	11	24
Sud	71	96
Ouest	41	92
Collectivités	26	65
Sud	26	65
Autre	59	45
TOTAL GROUPE	264	396

Répartition des charges de personnel :

TOTAL	-121 863	-127 214	-121 809
Cadres	-39 499	-58 846	-51 647
Employés	-82 364	-68 368	-70 162
	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice aux organes d'administration de la société consolidante en raison de leurs fonctions dans les entreprises du Groupe s'élèvent à 1 815 864 euros en 2019/2020, 1 882 052 euros en 2018/2019 et 2 001 399 euros en 2017/2018.

Les jetons de présence versés aux membres du conseil d'administration s'élèvent à 130 milliers d'euros pour l'exercice 2019/2020, 156 milliers d'euros pour l'exercice 2018/2019 et 124.5 milliers d'euros pour l'exercice 2017/2018.

CA par effectif moyen :

	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	471	421	404
Nord	367	340	346
Centre	557	515	493
Est	251	209	217
Sud	584	521	495
Ouest	304	285	276
Collectivités	360	360	336
Sud	360	360	336
TOTAL GROUPE	365	341	332

8.19. Autres produits et charges opérationnels

Total	-2 815	-1 564	-279
Frais d'acquisition de titres		-271	-150
Coûts de restructuration & autres	-1 795	-1 293	-619
Dépréciation de goodwill	-2 965		
Opérations sur actifs	1 945		490
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

Le produit relatif aux opérations sur actifs immobiliers correspond à la vente du bâtiment 33 Black Moor Road en Angleterre. Ce bâtiment était classé en actifs destinés à être cédés pour une valeur de 73 milliers d'euros au 30 septembre 2019.

Une dépréciation du goodwill de l'UGT Sports et Loisirs a été comptabilisée pour 2 965 milliers d'euros au 30 septembre 2020 (voir note 8.1 Goodwill).

Les coûts de restructuration concernent principalement les zones Sud, Ouest et Centre.

8.20. Produits et charges financiers

Résultat financier	-2 149	-197	-346
Total des charges financières	-3 937	-1 611	-1 75
Autres charges financières	-135	-167	-153
Pertes de change	-3 288	-853	-960
Coûts de l'endettement financier brut	-514	-591	-64
Total des produits financiers	1 788	1 414	1 41:
Autres produits financiers	130	158	150
Gains de change	1 484	997	900
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	175	259	36:
en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

La variation des produits et des charges financiers du Groupe s'explique principalement par la volatilité du cours de l'euro par rapport aux autres devises sur l'exercice, principalement la livre sterling anglaise et le Dollar américain.

Les produits de trésorerie ont légèrement diminué en raison d'opportunités de placement sans risques et rémunérateurs, limitées sur les marchés.

Le coût de l'endettement est en légère baisse avec le remboursement progressif des emprunts existants.

8.21. Impôts sur les sociétés

L'écart entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition théorique (en pourcentage du résultat avant impôt) s'analyse ainsi :

Impôt société

En %	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Impôt selon le taux théorique	34,43%	34,43%	34,43%
Effet des différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables	0,71%	1,85%	0,90%
Déficits créés non activés	0,07%	0,11%	0,67%
Dépréciation de goodwill	1,91%	0,00%	0,00%
Consommation de déficits antérieurs non activés	-0,27%	-0,17%	-0,18%
Ecarts de taux d'imposition (1)	-5,05%	-5,36%	-3,73%
Crédit d'impôts	-1,49%	-0,84%	(2)-4,78%
Taux réel de l'impôt société	30,31%	30,02%	27,31%

⁽¹⁾ Les écarts de taux d'imposition correspondent principalement aux différences de taux d'imposition entre Manutan international et ses filiales situées dans d'autres pays européens.

Les bases d'impôts différés actifs et passifs sont compensées au sein d'une même société. La charge d'impôt comptabilisée pour l'exercice s'élève à 16 189 milliers d'euros dont 17 795 milliers d'euros d'impôt exigible et 1 606 milliers d'euros de produit d'impôt différé.

Les bases d'impôts différés actifs et passifs sont compensées au sein d'une même société.

Source des impôts différés :

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Valeurs brutes			
Immobilisations (hors crédit-bail)	214	616	607
Droits d'utilisation*	-8 424		
Crédit-baux		-9 020	-9 195
Marques	-928	-938	-953
Stocks	2 256	936	687
Clients	819	616	580
Provisions retraites	1 880	1 761	1 150
Autres provisions	460	277	250
Déficits fiscaux reportables	481	678	382
Autres différences temporaires	480	495	653
TOTAL	-2 762	-4 579	-5 839
Impôt différés actifs	6 968	5 403	4 938
Impôts différés passifs	9 730	9 982	10 777
Impôts différés nets	-2 762	-4 579	-5 839

^{*}cette ligne comprend les impôts différés sur contrats de location-financement IAS17 (Crédit-baux) reclassés en Droits d'utilisation au 1er octobre 2019 (IFRS16).

⁽²⁾ Au 30/09/2018, Manutan International avait bénéficié d'un remboursement exceptionnel de trop perçu d'impôt société pour - 2,03%.

Variation des impôts différés nets :

en milliers d'euros	
30/09/2019	-4 579
Imputation en compte de résultat	1 606
Imputation en capitaux propres	163
Autres variations	48
Variation de change	0
30/09/2020	-2 762

8.22. Résultat par action

4,89	5,56 0	5,42
4,89	5,56	5,42
229	7 600 229	7 600 229
175	42 260	41 183
2020	30/09/2019	30/09/2018
2	2020	2020 30/09/2019

8.23. Tableau de financement

Capacité d'autofinancement

CAF

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	Variation
Bénéfice consolidé de l'exercice	37 215	42 302	41 214	-5 086
Amortissements et dépréciations d'exploitation (net)*	20 702	15 221	14 958	5 481
Dépréciation de goodwill**	2 965	0	0	2 965
Perte de valeur sur les immobilisations corporelles	0	-3	-733	3
Autres éléments de résultat non cash	688	500	0	188
Autres Provisions (net)	985	-838	270	1 823
Produits des cessions d'actifs***	-2 153	-53	28	-2 100
Valeur comptable des actifs cédés	680	106	205	574
Capacité d'autofinancement	61 082	57 235	55 941	3 847

^{*}Suite à l'application de la norme IFRS16 au 1er octobre 2019, les droits d'utilisation sont amortis pour 5026 milliers d'euros

^{**}voir note 8.1 Goodwill

^{***}Produit de cession du bâtiment 33 Black Moor Road en Angleterre.

Variation du besoin en fonds de roulement

Variation des dettes / créances sur immobilisations	-677	995	247
Variation du besoin en fonds de roulement	-23 522	20 863	-24 584
Autres dettes	2 265	5 655	-3 353
Dettes et créances d'impôt société	-3 881	-1 847	-32
Dettes fournisseurs (net)	-6 547	5 464	3 284
Autres créances	3 338	8 212	-6 155
Créances clients (net)	-639	4 414	-13 586
Stocks (net)	-18 057	-1 034	-4 741
Ressources : (+) Emplois : (-) en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018

8.24. <u>Informations sectorielles</u>

Chiffre d'affaires – ventilation par zone géographique

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	665 664	639 889	608 63:
Nord	35 223	39 121	41 56
Centre	166 231	151 813	142 47
Est	24 755	23 433	24 05
Sud	332 760	310 495	290 79
Ouest	106 695	115 027	109 74
Collectivités	188 976	203 154	195 73
Sud	188 976	203 154	195 73
Autre	-74 935	-69 158	-63 08
TOTAL GROUPE	779 705	773 885	741 28
	30/09/2020	30/09/2019	30/09/201
Entreprises	85,4%	82,7%	82,1%
Nord	4,5%	5,1%	5,6%
Centre	21,3%	19,6%	19,29
Est	3,2%	3,0%	3,29
Sud	42,7%	40,1%	39,29
Ouest	13,7%	14,9%	14,89
Collectivités	24,2%	26,3%	26,49
Sud	24,2%	26,3%	26,49
Autre	-9,6%	-8,9%	-8,5%
TOTAL GROUPE	100,0%	100,0%	100,09

Résultat opérationnel courant – ventilation par zone géographique

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	55 153	57 561	54 307
Nord	-753	-776	1 240
Centre	18 133	14 398	11 758
Est	1 982	1 739	1 666
Sud	30 147	34 917	32 553
Ouest	5 645	7 283	7 089
Collectivités	11 583	12 984	10 432
Sud	11 583	12 984	10 432
Autre	-8 369	-8 332	-7 411
TOTAL GROUPE	58 368	62 213	57 327
en %	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	94,5%	92,5%	94,7%
Nord	-1,3%	-1,2%	2,2%
Centre	31,1%	23,1%	20,5%
Est	3,4%	2,8%	2,9%
Sud	51,6%	56,1%	56,8%
Ouest	9,7%	11,7%	12,4%
Collectivités	19,8%	20,9%	18,2%
Sud	19,8%	20,9%	18,2%
Autre	-14,3%	-13,4%	-12,9%
3年 - (14 元子(2年 日/1 元子(1)			

Résultat opérationnel – ventilation par zone géographique

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	56 314	56 028	54 690
Nord	-753	-1 774	982
Centre	17 583	14 072	11 758
Est	1 982	1 739	2 307
Sud	30 147	34 917	32 553
Ouest	7 356	7 074	7 090
Collectivités	7 608	12 964	9 918
Sud	7 608	12 964	9 918
Autre	-8 369	-8 343	-7 561
TOTAL GROUPE	55 553	60 649	57 048
en %	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	101,4%	92,4%	95,9%
Nord	-1,4%	-2,9%	1,7%
Centre	31,7%	23,2%	20,6%
Est	3,6%	2,9%	4,0%
Sud	54,3%	57,6%	57,1%
Ouest	13,2%	11,7%	12,4%
Collectivités	13,7%	21,4%	17,4%
Sud	13,7%	21,4%	17,4%
Autre	-15,1%	-13,8%	-13,3%
TOTAL GROUPE	100,0%	100,0%	100,0%

Actifs courants et non courants, passifs courants et non courants

Actifs Non Courants	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	134 018	110 750	83 392
Nord	10 111	8 672	9 340
Centre	36 620	30 942	3 995
Est	9 553	9 752	9 957
Sud	14 141	7 826	6 015
Ouest	63 593	53 558	54 084
Collectivités	97 457	95 736	82 428
Sud	97 457	95 736	82 428
Autre	122 563	119 869	118 805
TOTAL GROUPE	354 038	326 355	284 624
Actifs Courants	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	239 832	204 580	195 725
Nord	16 580	13 421	15 611
Centre	49 660	42 109	40 133
Est	9 050	9 478	8 958
Sud	122 146	94 076	90 939
Ouest	42 395	45 497	40 084
Collectivités	112 023	114 404	119 080
Sud	112 023	114 404	119 080
Autre	23 340	44 532	32 241
TOTAL GROUPE	375 195	363 516	347 046
Passifs Non Courants	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	24 963	8 839	3 680
Nord	619	150	553
Centre	4 490	164	173
Est	286	0	0
Sud	8 980	7 817	1 987
Ouest	10 589	708	968
Collectivités	14 065	14 477	16 944
Sud	14 065	14 477	16 944
Autre	43 451	40 303	27 099
TOTAL GROUPE	82 479	63 619	47 723
Passifs Courants	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Entreprises	91 501	85 327	79 804
Nord	5 657	5 727	5 436
Centre	18 996	14 797	13 685
Est	2 465	2 371	2 442
Sud	48 871	46 759	41 848
Ouest	15 511	15 674	16 393
Collectivités	50 657	57 844	49 446
Sud	50 657	57 844	49 446
Autre	22 940	23 302	23 333
TOTAL GROUPE	165 098	166 473	152 584

Capacité d'autofinancement :

		30/09/202	0			30/09/2	2019			30/09/20	18	
en milliers d'euros	CAF	Dont Bénéfice Consolidé	Dont amortissement s et provisions d'exploitation	Dont Autres éléments hors exploitatio n	CAF	Dont Bénéfice Consolidé	Dont amortissem ents et provisions d'exploitatio n	Dont Autres éléments hors exploitatio	CAF	Dant Bénéfice Consolidé	Dont amortissement s et provisions d'exploitation	Dont Autres éléments hors exploitation
Entreprises	34 842	29 116	8 413	-2 687	33 870	29 216	4 311	343	31 642	28 848	3 961	-1 16
Nord	-55	-771	1 007	-291	-1 365	-1 598	486	-253	1 056	681	447	-7
Centre	13 702	11 561	2 039	102	9 055	8 609	445	2	7 019	6 768	387	-13
Est	2 007	1 206	816	-15	1 610	1 008	597	4	1 400	1 630	567	-79
Sud	12 737	11 721	1 575	-559	16 987	15 733	943	311	15 449	14 528	1 034	-11
Ouest	6 451	5 399	2 976	-1 924	7 582	5 463	1 840	279	6 718	5 240	1 526	-4
Collectivités	9 976	3 205	2 728	4 043	9 056	7 967	1 617	-527	7 873	6 429	1 707	-26
Sud	9 976	3 205	2 728	4 043	9 056	7 967	1 517	-527	7 873	6 429	1 707	-26
Autre	16 264	4 895	9 561	1 809	14 309	5 076	9 294	-62	16 426	5 906	9 290	
TOTAL GROUPE	61 082	37 215	20 702	3 165	57 235	42 260	15 221	-246	55 941	41 183	14 958	-19
en %		30/09/202	0			30/09/2	7.7.44			30/09/20		
Entreprises	57,0%	78,2%		-84,9%	59,2%	69,1%			56,6%	70,0%	1,11,114,115	
Nord	-0,1%	-2,1%	4,9%	-9,2%	-2,4%	-3,8%		102,7%	1,9%	1,7%	5	
Centre	22,4%	31,1%			15,8%	20,4%			12,5%	16,4%		
Est	3,3%	3,2%		2.00	2,8%	2,4%		2000100	2,5%	4,0%		
Sud	20,9%	31,5%		-17,7%	29,7%	37,2%		-126,4%	27,6%	35,3%		
Ouest	10,6%	14,5%	14,4%	-60,8%	13,2%	12,9%	12,1%	-113,1%	12,0%	12,7%	10,2%	24,04
Collectivités	16,3%	8,6%	13,2%	127,8%	15,8%	18,9%	10,6%	214,1%	14,1%	15,6%		
Sud	15,3%	8,6%	13,2%	127,8%	15,8%	18,9%		214,1%	14,1%	15,6%		
Autre	26,6%	13,2%	46,2%	57,2%	25,0%	12,0%		25,2%	29,4%	14,3%		
TOTAL GROUPE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,09

• Investissements industriels et de production (1) :

12 464	8 288	3 873
5 002		
5 002	14 918	10 698
5 002	14 918	10 698
1 882	1 516	2 888
		870
	ASSESSED ASSESSED	220
771	607	780
282	113	430
7 969	5 249	5 188
30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
֡֡֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜֜	7 969 282 771 251 4 784 1 882	30/09/2020 30/09/2019 7 969 5 249 282 113 771 607 251 426 4 784 2 587 1 882 1 516

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations financées par voie de location financière au 30/09/2019 et au 30/09/2018. Les droits d'utilisation résultant de l'application de IFRS16 ne sont pas inclus.

8.25. Objectif et politiques de gestion des risques financiers

Risque de marché

De par sa structure financière et la faible part de son capital traitée en bourse, 26.5% au 30 septembre 2020, le Groupe n'est pas exposé aux risques de marché de manière significative.

Risque de liquidité

Le Groupe n'est pas significativement exposé au risque de liquidité. Au 30 septembre 2020, les disponibilités du Groupe s'établissent à 90 220 milliers d'euros en incluant les placements financiers courants, alors que les dettes financières se montent à 86 912 milliers d'euros. Le ratio « dette financière consolidée hors dettes locatives

IFRS16 / fonds propres consolidés » ressort à 0,14. Si l'on inclut les dettes locatives IFRS16, ce ratio ressort à 0,18.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit confirmée pour 30 000 milliers d'euros. Au 30 septembre 2020, cette ligne est utilisée à hauteur de 15 000 milliers d'euros.

L'exigibilité anticipée des dettes financières est liée au respect de covenants juridiques et financiers qui sont tous respectés au 30 septembre 2020. Il s'agit principalement des ratios de capitaux propres sur dettes financières à moyen et long terme et d'endettement net sur capacité d'autofinancement.

				Échéance			
Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe ou variable Montant en milliers d'euros	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans	Couverture	Devise origine	
Emprunts auprès des établissements de crédits	Taux variable	0	0	0	0	Non	EUR
	Taux fixe	56 594	12 472	43 182	940	Non	EUR
Concours bancaires courants	Taux variable	15	15	0	0	Non	EUR
TOTAL hors dettes locatives		56 609	12 487	43 182	940		

Les dettes locatives et leurs échéanciers sont détaillés en Note 8.13 Juste valeur des instruments financiers et autres passifs.

Risque de taux

La politique financière du Groupe consiste à gérer la charge financière en combinant des instruments dérivés à taux variable et à taux fixe. Au 30 septembre 2020, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument dérivé de swap de taux.

L'analyse de la sensibilité au taux d'intérêt au 30 septembre 2020 se présente ainsi :

en millions d'euros	Total	A moins d'1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Actifs financiers (1)	93,2	93,2	0,0	0,0
Passifs financiers (2)	56,6	12,5	43,2	0,9
Position nette	36,6	80,8	-43,2	-0,9

⁽¹⁾ Trésorerie, autres actifs financiers

Le risque de taux est suivi au cours de l'année notamment par le département Trésorerie Groupe hébergé par la holding. L'impact d'une variation de taux de l'émetteur de +/- 1% sur les positions nettes à taux variable du Groupe, à moins d'1 an, est de l'ordre de +/- 366.3 milliers d'euros.

Risque de change

Le Groupe mène une politique générale de gestion du risque et d'auto-couverture. Ainsi, la gestion des transactions intra-groupe est attentivement suivie par les trésoriers locaux et Groupe. L'exposition nette au risque de change du Groupe est présentée par devises :

en millions d'euros	Livre Sterling	Dollars	Couronne Suédoise	Couronne norvégienne	Couronne danoise	Euro	Autres devises ⁽¹⁾	TOTAUX
Actifs monétaires	20,7	2,8	4,6	5,6	1,0	4,3	7,0	46.0
Passifs monétaires	11,1	1,8	2,3	0,0	0,0	4,3	0,9	20,4
Exposition nette	9,6	1,1	2,3	5,6	1,0	-0,1	6,2	25,6
Exposition nette (1)Autres devises = CHF CZK HUF PL	9,6	1,1	2,3	5,6	1,0	-0,1	6	,2

Les actifs monétaires sont constitués des créances et prêts, ainsi que des valeurs mobilières de placement et des disponibilités.

Les passifs monétaires sont constitués des dettes financières, ainsi que des dettes d'exploitation et des autres dettes.

⁽²⁾ Emprunts et dettes financières, autres passifs financiers à taux variable

L'analyse du risque a conduit à la conclusion suivante sur les besoins de couvertures de change :

- · Achats en dollars (USD) vs euros (EUR)
- Achats en euros (EUR) vs livre sterling (GBP), couronnes tchèque (CZK) et suédoise (SEK)
- Ventes de couronnes norvégiennes (NOK), et danoises (DKK) vs couronnes tchèques (SEK)
- Ventes de forint Hongrois (HUF) et zloty polonais (PLN) contre euros (EUR)

Volumétrie annuelle des enjeux :

Sur l'exercice, la volumétrie totale des flux à couvrir s'élève à 37,8 millions d'euros, soit 7,65 % du coût d'achat des marchandises vendues du Groupe : une variation des parités de change aurait un impact limité sur le compte de résultat du Groupe.

Au 30 septembre 2020, le groupe n'a plus de contrat à terme non dénoué au titre de ses couvertures.

Risque sur actions

L'exposition du Groupe au risque sur actions se résume à la détention en propre d'actions Manutan International, seuls titres côtés sur un marché réglementé. Ces actions auto-détenues sont au nombre de 13 062 au 30 septembre 2020 (cf. note 8.11 « variation des capitaux propres du Groupe »).

Ces titres sont imputés sur les capitaux propres consolidés.

Risque de crédit

Au vu de la nature de l'activité du Groupe, le risque crédit est limité car l'ensemble du poste « Clients » est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs centaines de milliers de clients.

De plus, la politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. Les soldes clients font l'objet d'un suivi régulier et, par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

8.26. Parties liées

Les parties liées sont :

- Les sociétés mères ;
- Les filiales ;
- Les membres du Conseil d'Administration de Manutan International.

Les transactions avec les parties liées externes au Groupe n'ont pas de caractère significatif.

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice aux organes d'administration de la société consolidante en raison de leurs fonctions dans les entreprises du Groupe s'élèvent à 1 815 864 euros en 2019/2020 et 1 882 052 euros en 2018/2019.

Les transactions avec les principaux dirigeants du Groupe au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2020 (les membres du conseil d'administration) se décomposent ainsi :

- Avantage court terme: 1 945 864 euros en 2019/2020, 2 032 052 euros en 2018/2019;
- Avantage postérieur à l'emploi : NA ;
- Autres avantages à long terme : NA ;
- Indemnités de fin de contrat : NA ;
- Paiements en actions : NA.

Les avantages à court terme correspondent aux rémunérations des organes d'administration, incluant une provision de 130 milliers d'euros au titre des jetons de présence à verser pour l'exercice clos.

Par ailleurs, des engagements existent envers les principaux dirigeants du Groupe au titre d'indemnités de fin de contrat en cas de départ. Ces engagements (non versés) s'élèvent à 1 579 197 euros en 2019/2020.

8.27. Entités ad-hoc

Les entités ad-hoc sont consolidées si, sur la base d'une analyse en substance de la relation avec le Groupe et des risques et avantages de l'entité ad-hoc, le Groupe conclut qu'il en a le contrôle.

Au 30 septembre 2020, le groupe MANUTAN ne contrôle aucune entité ad-hoc.

9. Sociétés formant le périmètre de consolidation au 30 septembre 2020

Liste des sociétés consolidées	% de droit de vote de la société consolidante	% d'intérêt de la société consolidante
Manutan International SA (France)		
Manutan Collectivités SAS (France)	100,00	100,00
The Eurostore Group Ltd (Royaume-Uni)	100,00	100,00
Manutan GmbH (Suisse)	100,00	100,00
IronmongeryDirect Ltd (Royaume-Uni)	100,00	100,00
Manutan UK (Royaume-Uni)	100,00	100,00
Manovert BV (Pays-Bas)	100,00	100,00
Kruizinga (Pays-Bas)	100,00	100,00
Manutan Hungaria kft (Hongrie)	100,00	100,00
Manutan Italia Spa (Italie)	100,00	100,00
Manutan Ltd (Royaume-Uni)	100,00	100,00
Manutan Polska Sp-z.o.o. (Pologne)	100,00	100,00
Manutan SA (France)	100,00	100,00
Manutan SL (Espagne)	100,00	100,00
Manutan Slovakia sro (Slovaquie)	100,00	100,00
Manutan s.r.o. (<i>République Tchèque</i>)	100,00	100,00
Manutan Unipessoal Lda (Portugal)	100,00	100,00
Manutan NV (Belgique)	99,15	99,15
Manutan GmbH (Allemagne)	100,00	100,00
Manutan BV (Pays-Bas)	100,00	100,00
Association du R.I.E. (France)	100,00	100,00
SCI Philippe Auguste (France)	100,00	100,00
Sports & Loisirs SAS (France)	100,00	100,00
Papeteries Pichon SAS (France)	100,00	100,00
Rapid Racking Ltd (Royaume-Uni)	100,00	100,00
Trovatar a.s. (<i>République Tchèque</i>)	100,00	100,00
WITRE A/S (Norvège)	100,00	100,00
WITRE AB (Suède)	100,00	100,00
WITRE Danmark A/S (Danemark)	100,00	100,00
WITRE Oy (Finland)	100,00	100,00
IKAROS Cleantech AB (Suède)	100,00	100,00
IKAROS Finland Oy (Finlande)	100,00	100,00
Electrical Direct Ltd (ex- Essex Electrical Wholesalers - Royaume-Uni)*	100,00	100,00

^{*}La société Essex Electrical Wholesalers a changé de dénomination en avril 2020 et se nomme désormais Electrical Direct Ltd.

Manutan International exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du périmètre. Les sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Suite à l'acquisition de Kruinzinga, les deux entités dormantes ci-dessous ne sont pas consolidées au 30/09/2020 :

- Kruizinga Verhuur B.V.
- Kruizinga Verkoop B.V.

10. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

11. Récapitulatif des obligations et engagements

Engagements hors bilan

en milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018			
Lignes de crédits et découverts non utilisés	15 200	20 200	20 517			
Garanties bancaires	0	905	1 217			
Autres garanties données (1)	1 745	15 999	12 295			
Liés aux contrats de location simple*	0	20 980	12 307			

^{*} suite à l'application de la norme IFRS16 les contrats de location simple sont comptabilisés au bilan

Echéancier des obligations et engagements

En application de la recommandation AMF de janvier 2003, les tableaux ci-dessous récapitulent les obligations et engagements donnés et reçus par le Groupe. Les engagements reçus sont présentés précédés d'un signe (-).

Obligations contractuelles - engagements reçus et donnés	Total au 30/09/2020	Montant des engagements par période en milliers d'euros			
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Lignes de crédit et découverts autorisés	15 200	15 200			
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	15 200	15 200	0	0	
Lettres de crédit					
Autres garanties données (1)	1 745	1 655	12	78	
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	1 745	1 655	12	78	

⁽¹⁾ Les garanties données sont nettes des garanties reçues. Elles concernent essentiellement des garanties données à des fournisseurs dans le cadre du projet de construction d'un l'entrepôt de stockage par Papeteries Pichon SAS.

12. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

	KPMG			MAZARS				
	MONTANT		%		MONTANT		%	
en milliers d'euros	2019/2020	2018/2019	2019/2020	2018/2019	2019/2020	2018/2019	2019/2020	2018/2019
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	425	425	94%	85%	408	405	100%	73%
Services autres que la certification des comptes	28	74	6%	15%		150		279
TOTAL	453	499	100%	100%	408	555	100%	100%